

La nouvelle perception stratégique de la Russie

**Mémoire de stratégie du chef de bataillon LEBLANC
Division D Groupe 3**

CID 1999 - 2000

La nouvelle perception stratégique de la Russie

CBA Leblanc François

15 mars 2000

Division D

Mémoire d'étude dirigée de stratégie

Devant faire face aux bouleversements politiques de cette dernière décennie, la Russie doit voir sa stratégie non plus comme hégémonique mais plutôt comme devant se prévenir contre l'éclatement et le confinement.

Russie, Tchétchénie, confinement, éclatement, Maintien de la Paix

I. INTRODUCTION

Le 27 décembre 1979, les troupes soviétiques entraient en Afghanistan. C'est le début d'un processus qui va conduire le monde à se rendre compte des faiblesses de l'Armée Rouge et qui va signer la fin de l'expansion du communisme. Les rêves de Lénine et Trotski vont se briser dans les hauts plateaux aux abords de la Khyber pass. Le 15 février 1989, le dernier soldat russe quitte le territoire afghan. Pour la première fois dans l'ère soviétique, Moscou est contraint de reconnaître la défaite. Celle-ci sera un traumatisme pour les forces armées et, les dirigeants prendront conscience que dorénavant l'aire d'influence soviéto-communiste a fini de grandir.

A partir de cette date, soumise au projet d'initiative de défense stratégique du président américain Reagan, l'Union Soviétique ne va cesser de se contracter jusqu'à implorer. La chute du Mur de Berlin va accélérer la décrépitude d'un système moribond et va libérer de gigantesques volontés centrifuges dans ce vaste empire qui s'étend de la Baltique au Pacifique et de l'Arctique aux contreforts de l'Everest.

Vu de Moscou, la problématique géostratégique change : en effet, jusqu'à présent habitués à voir leur espace se dilater, les Russes sont confrontés aux rétrécissements de leurs prés carrés.

La nouvelle géostratégie russe se développe autour de la notion d'« **étranger proche** », (regardé avec suspicion par les régions intéressées). Cette notion correspond bien à la volonté de garder un droit de regard néo-impérial sur les pays ex-soviétiques au nom tantôt de la sauvegarde des minorités russes, tantôt d'intérêts stratégiques communs. Inversement, certaines républiques russes se conçoivent de plus en plus comme membre d'un ensemble régional qui exclut Moscou et cherchent à y trouver des garanties de sécurité. C'est le cas des pays Baltes ou de l'Ukraine à un bout, de la région de Vladivostok à l'autre. Bien entendu, il est impossible de passer sous silence la situation explosive qui demeure dans le Caucase.

Ainsi, après avoir tenter de se recréer une légitimité pseudo démocratique, appliquant une politique de préservation de la paix voir d'interposition, la Russie s'embourbera dans la première guerre de Tchétchénie. La survie de l'intégrité de la Russie dans son territoire passe désormais par une politique néo-impérialiste engendrée par la nouvelle situation géostratégique que la Russie connaît aux abords de ses frontières.

II. RAPPELS HISTORIQUES

1) L'ECLATEMENT DE L'EMPIRE

i) Processus historique

Au nombre des ruptures radicales avec l'ancienne politique soviétique figure le refus de l'URSS d'intervenir en Europe de l'Est lorsque, entre 1989 et 1991, des mouvements réformistes renversèrent les gouvernements communistes en Pologne, Hongrie et Tchécoslovaquie, mais aussi lorsque l'Allemagne de l'Est fut réunifiée à la république fédérale d'Allemagne et, enfin, lorsque le Conseil d'assistance économique mutuelle et le pacte de Varsovie, deux rouages clés de la politique étrangère soviétique, furent officiellement dissous. L'Etat soviétique lui-même n'était pas à l'abri des forces qui renversaient les régimes d'Europe de l'Est. En février 1990, alors que l'économie soviétique se dégradait rapidement, le parti communiste accepta d'abandonner son monopole du pouvoir politique. En mars, alors que Gorbatchev était devenu président exécutif, des opposants remportèrent des succès importants lors d'élections locales. Gorbatchev avait perdu une grande part de son crédit aux yeux des Russes en raison de sa politique intérieure. Le 11 mars, la Lituanie proclama son indépendance, défiant la sanction de Moscou. Des mouvements nationalistes et indépendantistes s'activèrent également dans d'autres Républiques, et les explosions de violence ethnique devinrent de plus en plus fréquentes. En novembre, Gorbatchev tenta à nouveau d'augmenter ses pouvoirs présidentiels et de mettre en place des réformes politiques et économiques.

Les républiques baltes ont servi de pivot au démantèlement de l'empire « externe » de l'Union soviétique. Les Russes n'ont utilisé qu'une force militaire mesurée pour étouffer ces velléités indépendantistes, mais beaucoup en Europe se souviennent encore d'un certain mois de janvier 1991, où les troupes du ministère soviétique de l'Intérieur (OMON) ont tiré sur des civils rassemblés autour d'immeubles stratégiques à Riga et à Vilnius, faisant quinze morts et des centaines de blessés. Suite au coup d'Etat manqué de la ligne dure des forces communistes à Moscou en août 1991, les trois Etats baltes ont déclaré leur pleine indépendance et ont affirmé leur autorité sur les anciennes institutions soviétiques..

Il est clair aujourd'hui que les Etats baltes refusent de jouer un rôle de cordon sanitaire moderne. Les responsables politiques baltes ont également refusé d'être inclus dans ce que les Russes appellent leur "étranger proche", pour montrer à la Russie que la région balte était définitivement exclue de sa sphère d'influence.

Les communistes irréductibles, qui comptaient de nombreux officiels soviétiques de haut rang, tentèrent un coup d'Etat en août 1991, plaçant

Gorbatchev en résidence surveillée et voulant réimposer un contrôle communiste centralisé. En trois jours, les réformateurs menés par le président russe Boris Eltsine, qui avait été élu au suffrage universel en juin, maîtrisèrent le coup d'Etat et commencèrent à démanteler l'appareil du parti. Avec l'URSS au bord de l'explosion, le Congrès des députés du peuple accepta le 5 septembre d'instaurer un gouvernement de transition au sein duquel un Conseil d'Etat, dirigé par Gorbatchev et comprenant les présidents des Républiques participantes, exercerait des pouvoirs d'exception. Le lendemain, le Conseil reconnut l'indépendance totale de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie. De plus en plus, l'influence d'Eltsine éclipsait celle de Gorbatchev et le gouvernement russe exerçait les pouvoirs que le gouvernement soviétique de Moscou avait exercés auparavant. Le 21 décembre, l'URSS cessa formellement d'exister, lorsque onze des douze Républiques restantes — l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Moldavie, la Russie, le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ukraine et l'Ouzbékistan — acceptèrent de former la Communauté des Etats indépendants. Gorbatchev démissionna le 25 décembre de son poste de président et le Parlement soviétique reconnut la dissolution de l'URSS le jour suivant. Ainsi, entre novembre 1989 (chute du mur de Berlin) et août 1991 (désagrégation de l'URSS) se déroulèrent une série d'événements qui dessinèrent un nouveau scénario stratégique. La Fédération russe avait rompu politiquement avec son passé soviétique et tentait de se rapprocher des modèles occidentaux, avec de grandes difficultés sociales et économiques. La division de l'Europe en deux blocs avait laissé la place à un espace européen sans équilibre ni zones d'influence où les anciens Etats de l'Est aspiraient à s'intégrer à l'Europe Occidentale. Les anciennes républiques asiatiques de l'URSS étaient le théâtre de nombreux conflits qui menaçaient la sécurité de la Russie. La séparation de l'Ukraine créa une grave fracture dans la nation russe et dans le patrimoine de l'Etat soviétique dont la Fédération était héritière. La Russie (à partir de 1993, on parle indifféremment de Russie ou de Fédération russe) était revenue plus de 200 ans en arrière dans son processus d'extension territoriale et avait perdu sa position majeure sur la scène internationale.

Jusqu'à l'année 1993, la Russie restait absorbée dans ses problèmes de transition politique et de lutte pour le pouvoir. Cette année là, la Fédération russe définit une stratégie nationale, conséquence de la forte pression nationaliste interne et des échecs du processus de modernisation. En décembre était également approuvée la nouvelle constitution de la Fédération russe.

Les objectifs principaux de cette stratégie étaient la récupération de son rang de grande puissance et la construction d'un état moderne. Compte tenu de l'instabilité dont souffrait l'Etat, la lutte pour le pouvoir était un élément très important lors du processus de définition de son modèle stratégique, en particulier le problème des relations avec l'occident. Un autre problème dont il faut tenir compte dans l'étude de la stratégie de la

Fédération russe est la crise dont souffrait l'appareil de l'Etat du fait de la prolifération de structures de pouvoirs parallèles.

ii) Les zones de troubles potentielles

Il existe des tensions, voire des conflits, entre la Fédération de Russie et les anciennes républiques de l'Union soviétique devenues frontalières de la Russie. C'est le cas des anciens pays baltes, avec le problème des minorités russes en Estonie et en Lettonie.

En Moldavie, la situation n'est réglée ni pour les Russes de Transdniestrie ni pour la minorité turcophone chrétienne de Gagaouzie.

Des affrontements se sont également déroulés entre Azéris et Arméniens dans le Nagornyï-Karabakh, une région autonome du Petit Caucase, faisant partie de l'Azerbaïdjan ; les Arméniens réclament le rattachement de la région à l'Arménie.

Dans le nord du Caucase, des tensions opposent les Ossètes aux Ingouches. Le Daghestan est l'objet de tensions internes et extérieures et la Tchétchénie défie le pouvoir de Moscou et use l'Armée russe dans des guerres longues et particulièrement meurtrières. La zizanie règne entre Tcherkesses et Karatchaïs, l'Ossétie du Sud (Géorgienne) demande toujours son rattachement à l'Ossétie du Nord (Russe) alors que dans le reste de la Géorgie, l'Abkhazie a fait sécession et est soumise à un blocus terrestre et maritime. Toujours en Géorgie, l'Adjarie se rapproche de plus en plus de la Turquie.

Les républiques de la Volga tel le Tatarstan se dirigent vers une autonomie très prononcée et disputent à Moscou bon nombre de prérogatives.

La Crimée est un sujet de discorde entre l'Ukraine et la Fédération de Russie. L'enjeu pour les Russes est entre autre l'avenir de la base navale de Sébastopol.

Avec l'arrivée au pouvoir des talibans en Afghanistan, le Tadjikistan est en proie à une guerre civile menée au non de l'Islam, l'Ouzbékistan est l'objet d'attentats islamistes visant plus particulièrement les minorités russes.

Autres contentieux hérités de l'ex-Union soviétique : certaines parties de frontières avec la Chine ; litige avec le Japon revendiquant l'archipel des Kouriles du sud qui réunit les îles Etorofu, Kunashiri et Shikotan, et Habomai-shoto ; conflit avec la Norvège à propos d'une partie de la mer de Barents.

L'étranger proche de la Russie ne constitue donc pas le glacis protecteur que recherchent les Russes et pourrait au contraire se transformer en zone de conflits qui risquerait d'avoir comme conséquence la délitescence de la Fédération de Russie.

iii) La fédération de Russie

Autonomous Areas in Russia



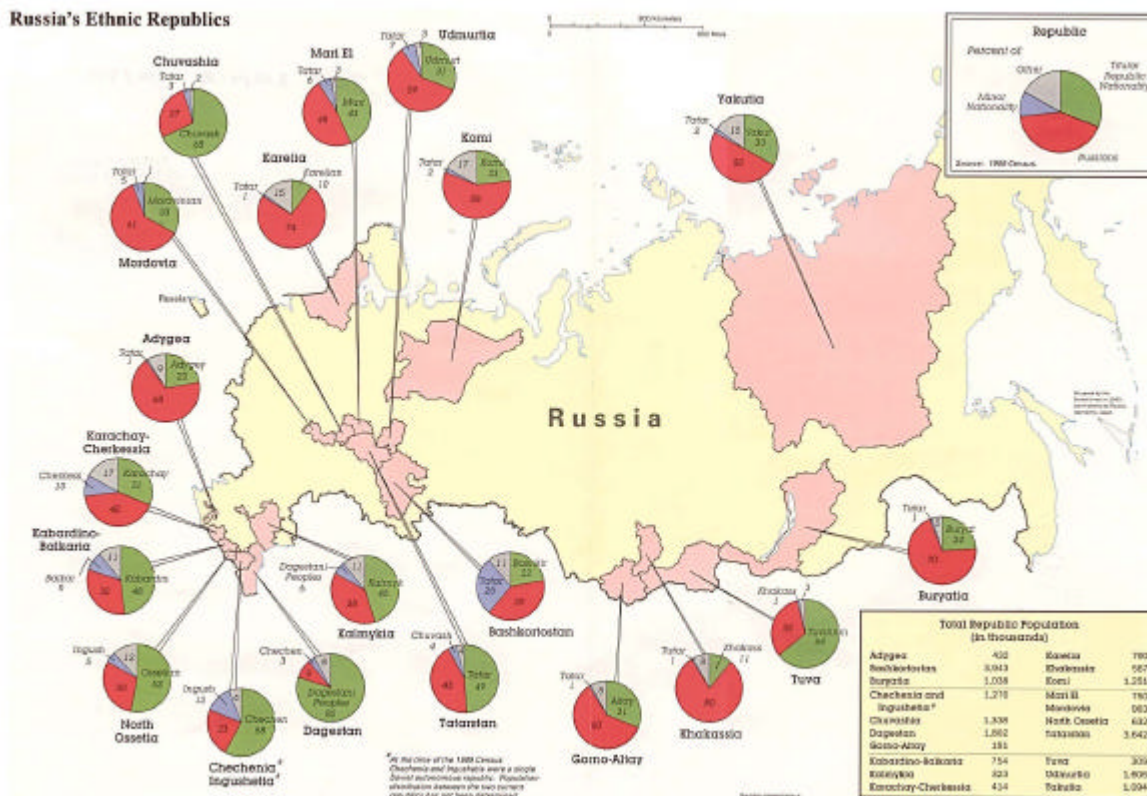
Carte I : La Fédération de Russie

La Russie est composée de 32 subdivisions ethniques (21 républiques, 1 *oblast* autonome et 10 *okroug* autonomes) et de 55 subdivisions administratives (49 *oblast* et 6 *kraï*). Moscou et Saint-Pétersbourg constituent des districts administratifs distincts. Ces subdivisions politiques varient en taille, depuis la république de Sakha (ex-Iakoutie), d'une superficie de 3,1 millions de km², à la république des Adygues (7 600 km²). Les républiques et les *okroug* autonomes sont des unités politiques à base ethnique (non russe). Toutefois, les Russes constituent une part importante de la population de chaque république.

Après la dissolution de l'URSS, les républiques ethniques ont cherché à obtenir une plus grande autonomie à l'intérieur de la Russie. Un traité fédéral portant sur les relations entre le gouvernement fédéral et les républiques fut signé en mars 1992. La Constitution de 1993 a accordé aux républiques le pouvoir d'adopter leur propre Constitution, hymne national et drapeau. Toutefois, le pouvoir des gouvernements locaux reste limité. L'autorité du pouvoir central est aujourd'hui fortement contestée par de nombreuses républiques. Outre le Tatarstan et la

Tchéchénie, qui réclament l'indépendance complète vis-à-vis de la Russie, certaines d'entre elles cherchent à remettre en cause les institutions fédérales.

Le peuplement russe varie suivant la république ou la région. Le tableau suivant indique la part et le rang qu'occupe la population russe dans chacune des républiques.

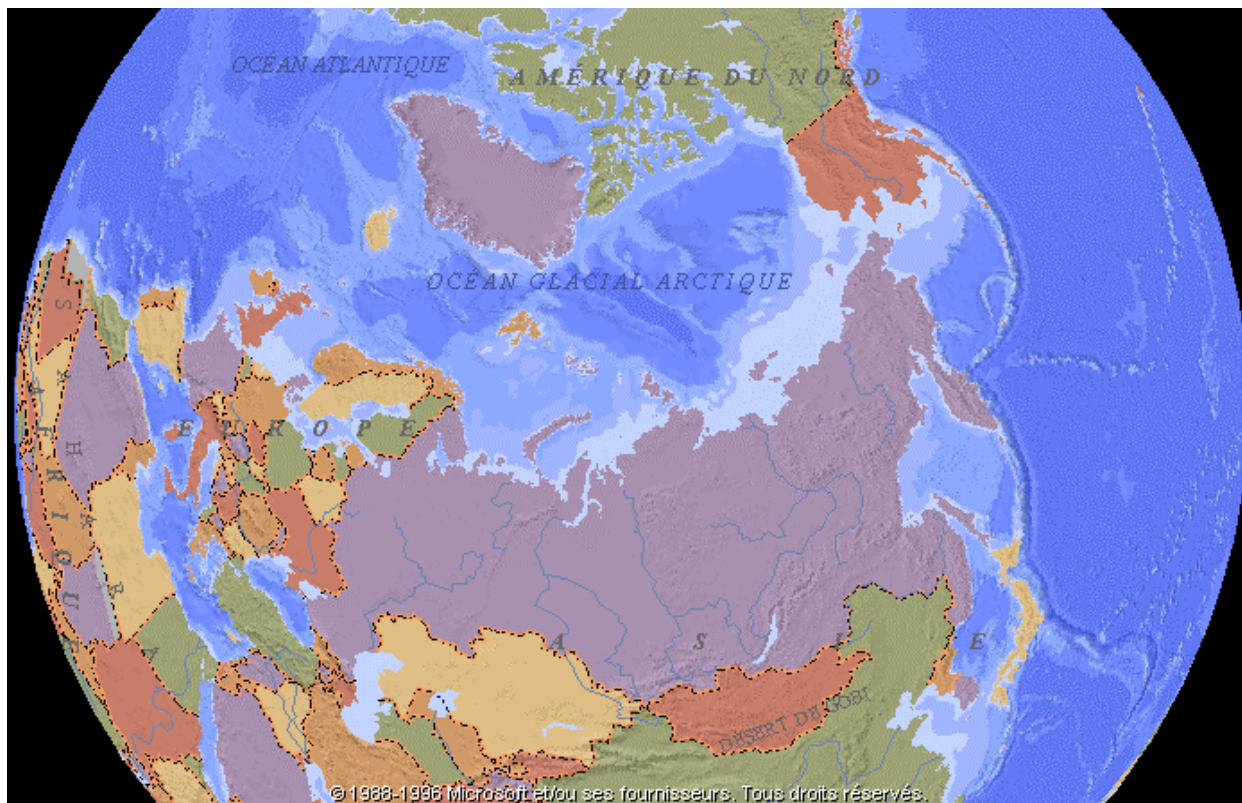


Carte II : Répartition des ethnies dans la Fédération de Russie

REPUBLIQUE	%	RANG	REPUBLIQUE	%	RANG
Bachkirie	40	1	Bouriatie	72	1
Carélie	71	1	Daghestan	9	2
Kabardie-Balkarie	35	2	Kalmoukie	40	1
Kamis	60	1	Mariis	45	1
Mordavie	59	1	Ossétie du Nord	22	2
Ingouchie	34	2	Oudmourtie	58	1
Tatarstan	44	2	Tchéchénie	13	3
Tchouvachie	20	2	Touva	36	2

2) LA NOUVELLE PERCEPTION GEOSTRATEGIQUE

i) Généralités



Carte III : la vision géostratégique de la Russie

Depuis l'époque de Pierre le Grand, les Russes croient que leurs frontières occidentales naturelles se trouvent sur la mer Baltique, ce qui permet à la Russie de disposer de ports libres de glace, d'une position stratégique pour la défense de sa région septentrionale et d'une "fenêtre sur l'Europe".

Il existe un certain nombre de constantes dans les approches stratégiques de l'ex-URSS. La Russie, plus que tout autre Etat au monde, a une géographie qui détermine sa stratégie. La Russie a gardé de tout temps ses principales caractéristiques. Elle demeure le plus grand pays du monde (quasiment deux fois plus grande que les USA) même si elle perd au cours de son histoire récente cinq millions de km². Puissance continentale sans débouché permanent sur des mers ouvertes, la Russie voit son immensité poser le problème crucial de son contrôle. La vision de cet espace, sans grand obstacle naturel à l'exception du climat, explique la priorité donnée à la dimension du champ de bataille continental et des armes de jet (balistique).

L'espace géostratégique russe est multiple ; on peut le comparer à une série de cercles concentriques. Le cercle interne est constitué par les anciennes républiques soviétiques ou «territoires étrangers proches» ; ceux-ci représentent actuellement une préoccupation prioritaire pour Moscou en raison de leurs liens économiques avec l'Union Européenne et de leurs aspirations à intégrer l'OTAN (effectif pour la Pologne, la Tchéquie, la Hongrie). Les cercles successifs suivants sont : l'Europe de l'Ouest (l'UE, l'OSCE) et, comme sous-groupe distinct, les Balkans (avec les relations particulières avec la RFY), puis la Chine et le Japon, l'Inde et le Pakistan ; Enfin, l'implication dans d'autres questions d'envergure mondiale. Les relations avec les Etats-Unis se superposent à toutes les questions.

La Russie a également eu le sentiment d'être entourée de voisins hostiles d'où l'émergence d'un complexe d'encerclement ou " de citadelle assiégée ". Ceci explique que les Russes ont très vite manifesté le désir de constituer un glacis protecteur, à caractère défensif, à leurs frontières. Rappelons que, lorsqu'en 1991 les Etats baltes ont recouvré leur indépendance, les Russes ont, dans le cadre du même processus, perdu leur Etat, l'URSS. Le territoire de l'actuelle Fédération de Russie a été réduit grosso modo aux frontières de l'empire russe au milieu du XVIIème siècle, avant l'inclusion de l'Ukraine (en 1654). Toutefois, la différence est que la Russie d'aujourd'hui a un accès direct à la mer Baltique, à la mer Noire et à la mer du Japon. Mais, la Russie a vu ses débouchés maritimes se réduire considérablement. Elle a théoriquement perdu les ports d'Odessa et de Sébastopol sur la mer Noire et ses débouchés maritimes sur la Baltique se limitent désormais à Saint-Pétersbourg et à l'enclave de Kaliningrad. Simultanément, la population russophone vivant hors des frontières de la Fédération de Russie s'est soudainement retrouvée "à l'étranger", privée de ses anciens privilèges. Cet état de fait a conduit la Russie à imaginer et à développer une nouvelle stratégie axée principalement vers **l'étranger proche**. La Russie moderne a hérité du passé stratégique soviétique. Elle a conservé les mêmes craintes ancestrales : encerclement, peur d'une invasion, nécessité d'un glacis. C'est pourquoi, après avoir prononcé la " notion d'étranger proche " en 1992, elle tente de faire revenir dans son giron toutes les anciennes Républiques. Elle se méfie de plus en plus de la menace islamiste et maintient de nombreuses forces hors de ses frontières, en particulier au Tadjikistan. Elle veut préserver son influence autour de la mer Caspienne, autant pour des raisons stratégiques qu'économiques ; elle s'oppose ainsi aux incursions iraniennes, turques et même américaines (pétrole...) dans cette région. Elle se méfie toujours de la Chine (une hantise russe depuis le 13^{ème} siècle) qu'elle contribue cependant à réarmer ! Enfin, elle s'oppose catégoriquement à une arrivée de l'OTAN (qu'elle soupçonne toujours dirigée contre elle) à ses frontières ; ce cas de figure l'obnubile et est perçu comme l'humiliation la plus totale : non seulement elle a perdu son glacis, mais celui-ci deviendrait ainsi son ennemi !

Il faut avoir à l'esprit que, malgré ses préoccupations compréhensibles en matière de sécurité, la Russie devrait réaliser que ce qu'elle appelle son "étranger proche" est également l'étranger proche" de l'Ouest, de la Chine et du monde turco-musulman. En octobre 1993, le ministre russe des Affaires étrangères, Andreï Kozyrev, a déclaré que le vide de pouvoir créé par l'effondrement de l'URSS ne pouvait et ne devait être comblé que par la Russie, et qu'aucune organisation internationale ni groupe d'Etats ne pouvaient se substituer à la Russie pour le maintien de la paix dans la région post soviétique. Moscou a toujours essayé de maintenir, voire d'accroître, le nombre de ses bases militaires en ex-Union soviétique, et elle a souvent allégué que plus les bases militaires établies sur le territoire de l'ex-Union soviétique seraient nombreuses, plus l'union économique et militaire pourrait être restaurée rapidement.

La Russie a adopté en novembre 1993 une doctrine militaire envisageant la création d'une sorte de "glacis" autour de ses frontières ; et elle considère que ce qu'elle appelle son "étranger proche" appartient à sa sphère d'intérêts en matière de sécurité. Selon ce texte, la Russie estime indispensable pour sa sécurité de conserver certaines installations (souvent militaires) sur le territoire des anciennes républiques soviétiques. Pendant l'ère soviétique, l'Estonie a fait partie des régions les plus militarisées. Près de 2% du territoire estonien était sous la juridiction du commandement militaire russe, qui comprenait plus de 500 installations militaires ; quelques 132 000 soldats soviétiques (un tiers du nombre de soldats stationnés en Allemagne de l'Est) étaient basés en Estonie. Le seul centre soviétique de formation pour les équipages de sous-marins stratégiques nucléaires - le 93ème Centre de formation naval - se trouvait à Paldiski, à 40 km de la capitale estonienne.

La plupart des Russes conviennent et reconnaissent que les Etats baltes sont véritablement "différents" et plus "européens" que les autres Etats de l'ancienne Union soviétique. Un sondage mené en août 1994 par la Friedrich-Ebert-Stiftung auprès de 615 officiers de l'armée russe a donné les résultats suivants : Sur la liste des ennemis de la Russie, ceux-ci ont placé (dans l'ordre) la Lettonie, l'Afghanistan, la Lituanie, l'Estonie et les Etats-Unis Cette attitude à l'égard des Etats baltes n'a, bien entendu, rien de nouveau. La Russie ne semble pas vouloir rétablir une zone de sécurité, mais ses efforts pour dominer ce qu'elle appelle son "étranger proche" ne sont ignorés de personne..

Il semble que, après une attitude très constructive pendant les cinq premières années de l'après-guerre froide, illustrée par le retrait des troupes soviétiques d'Europe centrale, la Russie a repensé sa politique étrangère. La lune de miel de l'après-guerre froide ayant pris fin, Moscou a clamé haut et fort qu'elle ne pouvait accepter la projection à l'est de l'influence occidentale. Il est hors de doute que l'élargissement de l'OTAN vers l'est affaiblit l'impact politique russe sur l'évolution de la sécurité européenne, notamment en Europe centrale.

Après l'effondrement de l'Union Soviétique en décembre 1991, les dirigeants russes "ont, semble-t-il, pensé que les républiques ex-

soviétiques seraient contraintes de rester dans une alliance étroite avec la Russie et abandonneraient rapidement la course dans laquelle elles se sont jetées sans réfléchir pour faire cavalier seul". Cet "optimisme" russe a laissé la place maintenant à une politique russe plus déterminée à l'égard de "l'étranger proche". La Russie apparaît décidée, à "redoubler d'efforts pour créer un mécanisme efficace capable de régir l'espace de l'ex-URSS". Parmi les documents les plus importants signés figure le Traité de Tachkent de mai 1992 sur la sécurité collective.

La coopération militaire est une réalité entre certains états issus de l'ex URSS et, par exemple, lors du sommet d'Alma Ata en février 1995, les dirigeants de la CEI ont demandé l'engagement des Etats baltes dans le système commun de défense aérienne de la CEI (qui comprend évidemment la station radar de Skrunda), bien que la Lettonie ait toujours été claire sur son désir de rester en dehors de la CEI. En février 1994, il avait été décidé que la Russie continuerait à louer la station de Skrunda jusqu'au 31 août 1998 (avec une période supplémentaire de dix-huit mois pour le démantèlement de cette station). Il semblerait que sous des prétextes économiques, le démantèlement ne soit pas effectif. Soulignons que l'intérêt militaire du radar est très limité. Les raisons pour lesquelles la Russie souhaite continuer de contrôler la station sont donc surtout d'ordre politico-stratégique : elle la considère comme un moyen de maintenir une présence militaire en Lettonie. ,

La plus grande incertitude règne donc sur la stratégie russe actuelle qui semble aussi instable que le régime. Les conflits récents (Tchéchénie, Ossétie/Ingouchie..) montrent d'ailleurs que la menace principale semble plutôt provenir de l'intérieur du pays (troubles, instabilité politique) que de l'extérieur. La stratégie de dissuasion nucléaire au détriment des forces conventionnelles adoptée par Eltsine semble inefficace face à ces dangers que l'Union soviétique n'avait jamais connus avec son régime totalitaire.

ii) La menace intérieure : La défense de l'intégrité du territoire de la Fédération de Russie

Dans la définition de ses intérêts stratégiques, la Russie ressent la conservation de son intégrité territoriale comme étant une priorité majeure. Si la menace aux frontières semble s'être estompée, le péril intérieur est davantage présent que jamais. De véritables situations de guerres civiles éclosent et dégénèrent en affrontements majeurs. Les foyers de tensions sont avant tous présents sur le flanc sud, animés par l'islam et le panturquisme.

Le conflit le plus avancé est celui qui oppose la Russie aux indépendantismes Tchétchènes. Mais, les autres républiques autonomes du Caucase et de la Volga peuvent à tout moment basculer vers un conflit armé.

(1) *Le Tatarstan et les républiques de la Volga***Carte IV : Les républiques musulmanes de la Volga**

Un vent de panturquisme souffle sur la région de la Volga où les républiques du Tatarstan, du Bachkortostan et de Tchouvachie s'émancipent de plus en plus de la tutelle de Moscou. Cette zone est un foyer potentiel de troubles inter ethniques. Contrairement à ce qui se passe dans le Caucase, les processus séparatistes ont pris ici la forme de privatisation de la souveraineté. Le 15 février 1994, le président Chamaïev a signé avec Moscou un traité de décentralisation des pouvoirs qui octroie à sa république une grande autonomie d'exploitation et de gestion des richesses ainsi qu'un statut fiscal privilégié. Pacifique, cette méthode consiste à doter ces républiques de législations contradictoires avec la constitution russe. Il y a ouvertement protectionnisme ethnique et ces républiques, tout en continuant de percevoir des subventions, refusent de verser leur obole au Trésor Fédéral. C'est en Tchouvachie que l'assemblée des peuples turcs a son siège. Celle ci rassemble des organisations nationales et non gouvernementales de Russie, de Turquie, de pays du Caucase et d'Asie centrale. Lors de la VII^e assemblée, la Turquie a été proclamée *nouveau centre de gravité et voie autonome vers l'occident*.

Cette situation préoccupe la Russie et son armée qui ne fait plus confiance aux militaires issus de ces régions. De plus, l'Arabie Saoudite finance des mouvements extrémistes qui militent pour la renaissance du Touran (terme historique qui regroupe la Turquie, l'Azerbaïdjan, la Crimée, la région de la Volga, le Turkestan russe et le Xinjiang chinois).

Les organisations tatares ont adopté une loi sur *l'indépendance nationale de la république du Tatarstan*. Le président Mintimer Chamaïev a paraphé une loi destinée à restaurer l'alphabet tatar sur la base de la graphie latine. Cette loi entrera en vigueur le 1 janvier 2001 et à compter de 2011, l'alphabet cyrillique sera banni de la république du Tatarstan. Comme 75% des tatares vivent en dehors du Tatarstan, les autorités russes craignent que la diaspora ne propage les désirs d'indépendance. En particulier, les Tatares de Crimée, déportés par Staline, rentrant chez eux réclament une bonne partie des terres de l'importante communauté russe à la grande satisfaction du gouvernement ukrainien. Leurs exigences se sont étendues à toute la Crimée et le gouvernement ukrainien ne contrôle plus la situation qui pourrait devenir explosive. Or la Crimée abrite toujours l'immense base navale russe de Sébastopol. L'accès aux mers chaudes via la Mer Noire pourrait s'en trouver compromis.

Des combattants tatares sont allés aider leurs frères musulmans en Tchétchénie, en Bosnie, en Abkhazie et au Kosovo.

Ainsi, en plus de la crainte d'encerclement, la Russie doit affronter la perspective d'un corps étranger en son sein.

(2) *La République du Karatchaïs-Tcherkesses*

Cette république a été fondée en 1992. En mai dernier, faisant suite à la première élection présidentielle, la république s'est retrouvée divisée entre Karatchaïs, Adyghéens, Tcherkesses et Abazines. Elle compte 36% de Karatchaïs et 14% de Tcherkesses. C'est le général Karatchaïs, le général Semenov, qui a été élu. Mécontents, les députés tcherkesses ont décrété l'autonomie de la Tcherkessie. Les Russes qui représentent 40% de la population n'entendent pas créer un précédent en accédant aux souhaits de la minorité tcherkesses. Les blindés russes ont pris position autour de la capitale et l'armée est déployée dans le centre ville. On ne peut pénétrer dans Tcherkessk que par des points de passage sévèrement contrôlés par d'autres blindés russes. Environ 1500 soldats occupent et quadrillent la Capitale.

Pourtant, ici aussi l'opposition est forte entre slavisme et turquisme. Les différents leaders se sont engagés dans une escalade verbale et menacent de prendre les armes afin de répondre aux menaces et agressions de l'autre camp. Un auto nettoyage ethnique est en marche et dans les campagnes, non «protégées » par l'armée russe, on ne se mélange plus : si un village est karatchaï, on n'y trouve plus un seul tcherkesse, et

inversement. Les Adyghéens menacent de s'en mêler militairement afin de préserver eux aussi leur identité.

La frontière avec la république géorgienne sécessionniste d'Abkhazie accroît le risque d'éclatement de cette région.



Carte V : La mosaïque caucasienne

(3) *Daghestan*

Le Daghestan - littéralement « le pays des montagnes » - est la plus étendue et la plus peuplée des Républiques qui constituent le Nord Caucase. Bordé par des montagnes à l'ouest et par la mer Caspienne à l'est, il s'étend sur 50 000 kilomètres carrés et compte 2,1 millions d'habitants divisés en plus de quarante groupes ethniques, dont les cinq plus importants, les Avars, les Darghins, les Koumyks, les Lezghins et les Lakhs occupent les positions politiques et économiques dominantes. Quant aux Russes, moins de 10 % des habitants, leur rôle diminue régulièrement.

Façade de la république de Russie sur la Caspienne, lieu de passage des oléoducs et gazoducs venant de Bakou et Turkménistan, le Daghestan revêt une importance stratégique indéniable pour la Russie. Ses intérêts économiques sont directement concernés. Sa frontière avec la Tchétchénie rend cette république particulièrement instable. Pour le Daghestan, l'appartenance à la Fédération de Russie est le seul moyen de garantir son intégrité territoriale et la paix interethnique. La République est un assemblage précaire de sept groupes ethniques, répartis sur le Daghestan, où, le 5 mai 1994, les troupes russes avaient été appelées pour séparer les communautés lesghienne et azérie de Derbent, qui

chacune voulait imposer un maire de son ethnie. Les Lesghiens du Daghestan sont séparés de ceux d'Azerbaïdjan par la rivière Samur et constituent, dans la République, une minorité rétive. En mars 1993, des manifestations contre la conscription des jeunes Lesghiens avaient fait des victimes, et, un an plus tard, de nouveaux incidents avaient abouti à la proclamation de l'état d'urgence.

Désormais, la population a pris conscience qu'elle est « musulmane », qu'elle appartient à une oumma (communauté) de 1,2 milliard d'êtres humains. Minoritaires en Russie, les musulmans du Daghestan comprennent que leur influence est bien plus importante sur le plan mondial. Des centaines de groupes pro-islamiques, constitués sur une base ethnique, s'implantent localement, dans un ou plusieurs villages. Seules deux localités de montagne importantes dans le sud-ouest, Chabanmakhi et Karamkhi, ont ouvertement annoncé leur adhésion au wahhabisme et instauré la charia. Une nouvelle élite fondamentaliste est en voie de formation. Elle manque encore de stabilité et d'expérience politique, mais elle a des ambitions étendues et elle aspire à exercer une influence décisive sur l'avenir du Daghestan. Les islamistes s'opposent à la fois aux autorités locales, accusées d'être corrompues et soumises à Moscou, et au clergé conformiste, qui appuie les autorités et craint un radicalisme menaçant pour son propre prestige et pour la stabilité du pays. Au début de l'année, ces contradictions ont culminé dans l'assassinat de Saïd-Mohammad Abubakarov, le mufti du Daghestan, qui jouissait d'une grande popularité dans l'opinion, auprès des autorités locales et à Moscou. Il s'était opposé à la radicalisation et au wahhabisme, mais dans le même temps il se prononçait pour l'introduction de la charia, à condition qu'elle soit harmonisée avec les lois de la Fédération russe.

Début août 1999, des groupes armés venant de Tchétchénie pénètrent au Daghestan. Ils s'emparent de plusieurs villages dans l'ouest de cette république musulmane et annoncent la proclamation d'un Etat islamique indépendant. Les troupes russes interviennent rapidement et matent la rébellion avec détermination. Le Daghestan reste dans l'orbite russe et les sécessionnistes rentrent en Tchétchénie où éclate la deuxième guerre de Tchétchénie.

(4) *Ossétie du Nord et Ingouchie*

Jusqu'à présent, le seul conflit militaire important (hors Tchétchénie) dans lequel se sont affrontées des communautés ethniques hostiles au sein de la Fédération de Russie a été celui qui a opposé l'Ossétie du Nord et l'Ingouchie (à cause du district de Prigorodny).

En 1957, la république d'Ingouchie avait été amputée de 40% de son territoire au profit de l'Ossétie du Nord. En 1992, cette minuscule république, peuplée par 315 000 habitants tente de reprendre ses terres. Une guerre éclair fait des milliers de victimes. D'importants effectifs de

forces russes affectées au maintien de la paix ont été mis en place depuis le milieu de l'année 1992 sur les territoires de ces deux Républiques. Depuis leur intervention militaire en novembre 1992, ces forces semblent avoir favorisé les Ossètes contre les milices Ingouches. Des milliers d'Ingouches sont chassés d'Ossétie. Un millier de soldats russes environ continuent d'assurer une fonction d'interposition dans la région.

Depuis la reprise du conflit tchéchène, l'Ingouchie voit affluer des milliers de réfugiés tchéchène. La Russie a déployé un contrôle hermétique aux frontières de l'Ingouchie afin d'empêcher ces réfugiés d'aller plus au nord. Or, l'Ingouchie doit faire face à l'afflux de plus de 100 000 réfugiés soit plus du tiers de sa population. C'est ce risque de déstabilisation qui a conduit la Russie à confiner cette république. Les «gardes frontières» ont reçu l'autorisation de faire usage de leurs armes si les réfugiés tentaient de franchir la frontière nord de l'Ingouchie.

iii) Les troubles dans l'étranger proche : la menace de la contagion

(1) Les républiques d'Asie centrale

Les cinq républiques musulmanes d'Asie centrale (Kazakhstan, (37% de russes)) Kirghizistan(27%), Tadjikistan(7%) Turkménistan(9%), Ouzbékistan(8%)), qui confinent au «croissant doré» de la production de stupéfiants (Pakistan, Afghanistan, Iran), sont particulièrement défavorisées. Elles sont dépourvues à toutes fins utiles de forces militaires et dotées de frontières arbitraires apparemment tracées pour satisfaire aux impératifs administratifs staliniens (diviser pour régner). Contrairement au Kirghizistan et au Tadjikistan, les républiques du Kazakhstan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan possèdent des gisements miniers commercialement importants et des sources d'hydrocarbures de proportions mondiales qui dénotent des possibilités de croissance économique.

Le Tadjikistan est pleinement concerné par les conflits qui se sont succédés en Afghanistan. Les moujhadédins du Commandant Massoud en ont fait leur base arrière alors que les talibans y ont trouvé un terrain fertile à l'expansion de leurs idées islamistes excessives. C'est pourquoi, une force de maintien de la paix de la CEI, composée essentiellement de Russes et où l'Ouzbékistan et le Kirghizistan sont représentés à titre symbolique, est déployée, en vertu du traité de Tachkent de 1992 sur la sécurité collective, le long de la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan. En parti montagneux et en parti désertique, le Tadjikistan a

une population de 5,1 millions d'habitants comprenant des minorités russe et ouzbek. C'est la plus pauvre des républiques d'Asie centrale ;

Ces républiques se sont complètement rangées sous l'aile protectrice de la Russie. Ainsi, le président du Kazakhstan, Nursultan Nazarbayev, a résumé la situation en ces termes : «En cédant une partie de notre souveraineté, nous gagnons sans rien perdre» (*Almaty Panorama*, 22 octobre 1994).

L'épidémie islamiste a tendance à se développer dans cette région. Des actions terroristes ont été perpétrées au Kirghizistan qui a été contraint de déclarer l'Etat d'Urgence et a fait appel à ses voisins ainsi qu'à la Russie. Pour sa part, l'Ouzbékistan est régulièrement la cible d'attentats islamistes réalisés sous la houlette de Djouma Namangani, un taliban ouzbek qui souhaite proclamer une république islamiste dans son pays.

(2) *La Transcaucasie*

La Transcaucasie, qui a une importance stratégique avérée, est actuellement la région la plus instable flanquant la frontière sud-ouest de la Russie. Les trois Etats qui la composent, soit la Géorgie(7%), l'Arménie(2%) et l'Azerbaïdjan(5%), sont engagés dans des conflits inter étatiques ou intra étatiques.

Géorgie/Abkhazie

Le conflit qui a éclaté entre les séparatistes abkhazes et le pouvoir central géorgien en août 1992 a, dès le départ, mis en cause des intérêts spécifiques de la Russie : la minorité russe vivant en Abkhazie (16%), la présence d'unités de l'armée russe dans la zone de conflit, et la stabilité des frontières du Nord-Caucase au sein de la Fédération de Russie. En septembre 1996, les accords de paix de Khassaviourt ont mis fin à la guerre, mais le régime de restriction et le blocus ont perduré. Cependant, convaincu que ce n'était pas par l'Abkhazie mais par la Géorgie que la Tchétchénie est alimentée en armes, le 9 septembre 1999, Vladimir Poutine a signé la levée du blocus sur la frontière entre la Géorgie et l'Abkhazie. La Géorgie a menacé de laisser sa frontière avec la Tchétchénie permissive. Les Russes ont donc menacé de rétablir les visas pour les Géorgiens et ont même effectué des bombardements sur le sol de Géorgie alors que monsieur Chevarnadzé avait ouvert un corridor humanitaire au profit des réfugiés tchétchènes.

Géorgie/Ossétie du Sud

Région autonome de Géorgie, cette région de Géorgie a vu son statut d'autonomie aboli en 1991. La volonté de cette région de se séparer de la Géorgie pour s'unir à l'Ossétie du Nord (au sein de la Fédération de Russie) a débouché sur un interminable affrontement avec les forces géorgiennes.

Haut-Karabakh : Arménie / Azerbaï djan

La guerre concernant l'enclave arménienne du Haut-Karabakh en Azerbaïdjan est le plus ancien de tous les grands conflits dont le territoire de l'Ex-Urss est le théâtre. Déclenché en 1988 avant la dislocation de l'URSS, il oppose les Arméniens chrétiens aux Azéris musulmans. D'aucuns ont voulu y voir une vengeance au génocide perpétré par les Turcs en 1915. Les découpages effectués par la bureaucratie communiste avaient enclavé le Haut Karabakh (chrétien) en Azerbaïdjan.

Le 29 février 1992, les forces russes reçoivent l'ordre d'évacuer le Haut-Karabakh puisque les combattants menaçaient d'entraîner l'ex-armée soviétique dans le conflit. Il n'y a plus rien pour s'interposer entre les deux parties, chacun ne doit compter que sur lui-même. Le blocus de l'enclave est difficile pour Stepanakert. Les groupes paramilitaires et l'armée nationale de l'Arménie sont forcés de se lancer dans une attaque pour ouvrir le corridor de Latchine qui permet de relier l'enclave au reste du pays. Les Russes qui ont quitté le pays ne peuvent que protester devant cette incursion dans sa zone d'influence. Les Arméniens occupaient près de 15 000 km² du territoire de l'Azerbaïdjan lors du cessez-le-feu. Le bilan des victimes se chiffre à plusieurs dizaines de milliers de morts et plus d'un million de réfugiés. L'arrêt des combats a été obtenu par les Russes en mai 1994. Outre ce progrès important, l'impasse demeure sur le statut du Haut-Karabakh. Les troupes arméniennes occupent toujours la poche qui a été créée au cours de cette guerre.

Depuis 1994, l'Arménie contrôle cette région et la situation se normalise lentement.

Si on fait le bilan des combats qui sont terminés depuis qu'est entré en vigueur le cessez-le-feu de mai 1994, l'Arménie n'occupe pas moins de 20% du territoire de son voisin. Erevan a ouvert deux corridors qui lui permettent de ravitailler le Haut-Karabakh et surtout lui acheminer des renforts militaires dans des délais relativement courts.

Inversement, le Nakhitchevan était une région peuplée d'Azéris enclavée en Arménie.

(3) L'Ukraine

Les instruments de la stratégie russe à l'égard de l'Ukraine sont plus complexes que ceux élaborés dans le cas des autres républiques. Néanmoins, cette stratégie reste axée sur la sécurité et la préservation de ses intérêts économiques dans cette région, intérêts fondamentaux pour Moscou. Pour l'Ukraine, l'indépendance et l'intégrité territoriale sont fondamentales.

La majorité des Russes trouve difficile d'accepter que l'Ukraine soit un état distinct ; les Ukrainiens, pour leur part, ont une préoccupation dominante au sujet des Russes, qu'ils considèrent comme une menace à l'indépendance de leur pays, en même temps que son protecteur. Ces

attitudes divergentes résultent de l'histoire : guerres, pogroms et exploitation pendant près de 400 ans d'union ; patrimoine slave commun ; le potentiel économique de chaque nation, leur profonde intégration économique et leur coopération politique des 70 dernières années ; leurs populations hétérogènes, et le déploiement des plus importantes armées de la région.

En proposant l'accord de Belovezhskaya, qui a établi la CEI, Moscou avait espéré que des éléments importants de souveraineté, en particulier ceux qui ont trait aux forces militaires et à la politique économique, resteraient sous contrôle conjoint ou fédéral. L'Ukraine «nationalisa» toutes les forces classiques de l'ancienne URSS sur son territoire et leur fit prêter le serment d'allégeance. Du jour au lendemain, elle hérita de 700 000 militaires et fut le premier des nouveaux états indépendants à constituer une armée. Malgré ses réticences, Moscou dut se résigner à abandonner son idée initiale de forces de la CEI et s'incliner.

L'insistance mise par Kiev à posséder ses propres forces armées et son désir de «contrôler» les armes nucléaires se trouvant sur son territoire ont marqué le début de relations acrimonieuses avec Moscou. Les principales divergences qui les opposent encore concernent la Crimée, la division de la flotte de la mer Noire et la fourniture de ressources énergétiques. Ce que Kiev considère comme l'intransigeance des Russes sur ces questions a renforcé la conviction des nationalistes ukrainiens selon laquelle la Russie constitue leur principale menace.

L'Ukraine s'est débarrassé des armes nucléaires et s'est conformée aux obligations du traité START-1, ce qui lui a valu une aide financière de l'Ouest.

L'Ukraine essaie de se rapprocher des occidentaux et joue à fond la carte des américains. Les Russes, y voit une tentative d'encerclement contraire à la stratégie qu'elle développe dans son étranger proche. D'ailleurs, avec les pays du flanc sud –ouest, l'Ukraine a institué le groupe des pays du GUAM (Géorgie, Ukraine, Arménie, Moldavie) qui constitue une menace pour l'hégémonie de Moscou. L'Ukraine doit aussi compter avec ses minorités, qu'elles soient russes en Crimée ou que ce soit les Tatars déportés par Staline qui rentrent et qui veulent récupérer les biens et terres dont ils s'estiment spolier.

(4) *La Moldavie*

La Moldavie et la Roumanie formaient un seul pays jusqu'en 1940, année où la première est devenue la république socialiste soviétique de Moldavie. Celle-ci a proclamé son indépendance en août 1991. La région slave (principalement russe et ukrainienne) du nouveau pays, située au-delà du Dniestr, craignant la fusion avec la Roumanie, proclama alors sa propre indépendance. Les hostilités ont éclaté lorsque le gouvernement moldave est intervenu militairement, en 1992.

La situation stratégique de la région lui vaut d'être qualifiée de «porte des Balkans», et elle a souvent servi de route aux envahisseurs. La politique établie de la Russie en Moldavie consiste à protéger les droits des

nationaux russes. Mais le conflit ethnique qui a fourni l'occasion d'y déployer des troupes russes a aussi effectivement étouffé ce qu'on considèrerait comme les ambitions de la Roumanie, empêché l'Ukraine d'intervenir et assuré l'adhésion de la Moldavie à la CEI et le maintien de l'interdépendance économique. La région a en outre été pacifiée et la présence des contingents russes a contribué à scinder complètement les deux populations qui s'opposaient. Cette situation dans laquelle Moscou est actrice peut devenir une zone de tensions extrêmes d'autant plus que la Roumanie est candidate à l'intégration dans l'OTAN et la Communauté européenne.

III. LE CORDON SANITAIRE OU LE CONTROLE DE L'ETRANGER PROCHE

1) LA DEFENSE DES INTERETS RUSSES

i) Généralités

Comme nous l'avons remarqué, l'éclatement de l'URSS et les avatars de la Communauté des Etats Indépendants à amener la Russie à définir le nouveau concept d'Etranger Proche. C'est la doctrine Monroe adaptée au Heartland cher à Mackinder. La Russie s'est défini une zone d'intérêts stratégiques, militaires et économiques. Elle s'arroge un droit de regard sur la conduite des républiques issues de l'ex URSS. Dans une certaine mesure, la conduite de la Russie vis à vis de ces nouvelles républiques est comparable à celle de l'URSS par rapport aux pays frères du glacie occidental. La différence majeure est que l'ingérence pour imposer une pensée unique à été remplacée par une volonté farouche de diviser pour mieux régner.

La menace d'encercllement et de confinement que craint la Russie se double d'une menace de désagrégation de son flanc sud. Le Caucase et les républiques musulmanes sont une poudrière où la Russie veut être présente. En effet ses intérêts sécuritaires et économiques sont directement liés à l'économie du gaz et du pétrole de ces régions. C'est pourquoi, la Russie s'implique militairement dans les conflits de ces républiques et réprime aussi durement les velléités d'indépendance de la Tchétchénie.

Les intérêts russes sont aussi culturels et démographiques ; la présence de fortes communautés russophones, voire russes implique à la «mère patrie» le devoir de protection et de pérennisation de ses «enfants». Ainsi, le conflit de Moldavie pendant lequel s'illustra le Général Lebed à la tête de la XIV^e Armée est symptomatique. Le 28 mars 1992, le président Snegur décrète l'état d'urgence et ordonne à ses troupes de «liquider» les forces séparatistes russophones d'Igor Smirnov, «président» de la «république du Dniestr» proclamée en Transnistrie sur la rive gauche du Dniestr, autour de Tiraspol, dans l'est du pays. La Russie et l'ex-armée soviétique stationnée en Moldavie soutiennent les séparatistes, tandis

que la Roumanie se dit prête à défendre l'importante minorité moldave vivant en Transnistrie. Le 7 mai, la commission de conciliation aboutit à un accord entre les autorités moldaves roumanophones de Chisinau et les séparatistes russophones de Transnistrie. Le 18, alors que les combats reprennent. Les chars de l'ex-armée soviétique interviennent le 19 au côté des séparatistes. Le 1^{er} décembre 1996, le président pro-russe du Parlement, Petru Loutchinski, ancien secrétaire général du Parti communiste, remporte le second tour de l'élection présidentielle, avec environ 53 p. 100 des suffrages. Il était opposé au chef de l'Etat sortant, le nationaliste libéral pro-occidental Mircea Snegur. Le nouveau président se déclare prêt à signer un mémorandum avec les autorités russophones de la Transnistrie, région qui a fait sécession en 1992 et où stationnent 6 500 soldats russes.

La Russie ne tolère pas que la moindre menace puisse planer sur ses ressortissants. Cette constance peut être illustrée par les déclarations ci-après :

Le ministre des Affaires étrangères, Andreï Kozyrev, a souligné que la protection des droits des Russes en ex-Union soviétique était l'une des principales questions stratégiques de la politique étrangère de la Russie en 1994. Le discours télévisé du nouvel an du président Eltsine sur la première chaîne télévisée Ostankino le 31 décembre 1993 a été encore plus catégorique : "Je voudrais m'adresser tout particulièrement aux Russes qui vivent actuellement hors de Russie. Chers compatriotes ! Vous ne pouvez être séparés de nous et nous ne pouvons être séparés de vous. Nous avons été et nous resterons ensemble. Forts de notre sens de la loi et de la solidarité, nous défendons et défendrons vos et nos intérêts communs".

Dans son décret du 5 avril 1994, le président Boris Eltsine a souligné la nécessité de maintenir des bases militaires russes dans la CEI *et en Lettonie (sic)*. Le gouvernement letton a immédiatement déclaré que Riga "n'avait jamais approuvé et n'approuverait jamais la création de bases militaires russes en Lettonie ni l'essai de nouvelles armes et de nouvelles technologies militaires sur le sol letton". Au vu des protestations des Etats baltes et de l'Ouest, le ministre des Affaires étrangères Kozyrev et le ministre de la Défense Gratchev ont désavoué ce décret, s'excusant ultérieurement de "l'erreur technique" qui avait consisté à y inclure la Lettonie. Sans une forte détermination de l'occident, la Russie aurait pu élargir son champ militaire dans un pays candidat à l'OTAN. Etant donné que Moscou n'a de cesse de souligner l'importance qu'elle accorde aux droits et aux intérêts des Russes (et des Russophones) de l'ex-Union soviétique, les gouvernements des pays baltes - l'Estonie et la Lettonie en particulier - perçoivent le grand nombre de Russes présents sur leur territoire comme une menace potentielle. Environ un tiers de la minorité russophone d'Estonie considère encore son statut actuel comme psychologiquement inacceptable. Pour ce groupe, les lois estoniennes sur la citoyenneté, la langue, les droits des non-citoyens et les étrangers sont des textes hostiles, portant atteinte aux droits de l'homme. Cette situation

reste une importante source de tension pour les relations russo-estoniennes, notamment parce que la doctrine militaire russe envisage aussi le recours à des "opérations de maintien de la paix" dans des cas de "menaces pour les droits de l'homme" en ex-URSS. Depuis le début de 1994, Moscou a publié plusieurs déclarations assez rudes à l'intention des pays baltes sur les atteintes aux droits de l'homme contre les Russes qui y vivent. En Estonie, la pomme de discorde concerne surtout les milliers de militaires russes retraités. Depuis l'adoption de la nouvelle loi sur la citoyenneté le 19 janvier 1995, et de la nouvelle loi sur la langue le 21 février 1995, les non-citoyens russophones ont à nouveau manifesté leur mécontentement vis-à-vis des autorités estoniennes, notamment dans le nord-est du pays, où ils représentent plus de 90% de la population. La loi sur la citoyenneté stipule qu'un étranger souhaitant recevoir la nationalité estonienne doit remplir plusieurs conditions, notamment résider en Estonie en vertu d'un permis de résidence permanente pendant une durée au moins égale à cinq ans. Les représentants de ceux qui sont nés à l'étranger parmi la communauté russophone demandent également que ceux qui vivent en Estonie depuis une date antérieure à 1990 reçoivent automatiquement un permis de résidence permanent. Une autre exigence de la loi sur la citoyenneté est la connaissance élémentaire de la langue estonienne et de la Constitution. Selon une récente étude sociologique, près de 90% des russophones considèrent les contraintes linguistiques comme le principal obstacle à l'obtention de la citoyenneté estonienne.

La situation est identique en Lettonie car la migration des Russes en Lettonie pendant l'époque soviétique avait été un processus planifié de ce que l'on ne peut appeler que "colonisation progressive".

Dans les dix plus grandes villes lettones, y compris la capitale Riga, les Russes représentent près de 50% de la population, alors que les Lettons n'en représentent qu'un peu plus d'un tiers. Une loi sur la citoyenneté a finalement été adoptée par le parlement (le 22 juillet 1994). Cette loi stipule que, à compter du 1er juillet 1996, les personnes *nées en Lettonie* pourront demander la citoyenneté ; dès 2001, cette possibilité sera offerte aux personnes nées *hors* de Lettonie. La citoyenneté peut être accordée à des personnes résidant de façon permanente depuis cinq ans (depuis le 4 mai 1990) et recevant un salaire déclaré en Lettonie ; une connaissance élémentaire de la langue lettone, de la Constitution, des principaux droits et devoirs du citoyen et de l'histoire de la Lettonie est exigée. Les candidats doivent par ailleurs attester de leur loyauté vis-à-vis de la République de Lettonie. Moscou pourrait bien proposer la citoyenneté russe à tous les russophones vivant en Lettonie qui n'acquerraient pas immédiatement la citoyenneté lettone.

La déclaration du ministre russe des Affaires étrangères, Andreï Kozyrev, le 18 avril 1995 selon lequel "il [pouvait] y avoir des cas où l'emploi de la force militaire [serait] nécessaire pour défendre nos compatriotes vivant à

l'étranger" n'a pas vraiment convaincu que la Russie avait renoncé à sa tradition expansionniste.

Après le conflit du Kosovo, Il est clair que l'attitude de la Russie à l'égard de la Tchétchénie "peut menacer la démocratie russe, et même annoncer une nouvelle ère de méfiance mutuelle dans les relations Est - Ouest même si la Russie reste homogène, un certain nombre de problèmes pourraient déborder de ses frontières. Le conflit tchéchène fera l'objet du dernier paragraphe de ce mémoire.

ii) Kaliningrad : Un bastion stratégique avancé ou un boulet ?

L'enclave de Kaliningrad est située en Europe et est limitrophe d'un pays appartenant à l'OTAN, la Pologne. Cette situation avancée en fait une place stratégique indispensable après le départ des troupes russes des Pays de l'Est et des Pays Baltes. Ce territoire qui compte 1 million d'habitants entassés sur moins de 15000 kilomètres carrés est un îlot russe bien loin de la mère patrie. Kaliningrad n'est distante de Berlin que de 550 km, soit moitié moins que de Moscou.

La proportion de militaires et d'installations stratégiques est la plus élevée de tout le territoire de Russie. Kaliningrad permet l'accès aux eaux libres de glace de la Baltique. Cette région de l'ancienne Prusse orientale a été incorporée à l'URSS à la demande insistante de Staline, qui l'a transformée en un point d'appui militaire clé. Kaliningrad sert aujourd'hui d'avant-poste stratégique à Moscou, mais le président Eltsine lui a également accordé un statut économique particulier, grâce auquel elle dispose d'une plus grande liberté pour instaurer des contacts internationaux indépendants. Les troupes russes retirées de la région balte stationnent aujourd'hui essentiellement dans cette enclave, où l'on a compté jusqu'à 100 000 le nombre total de soldats. C'est pour cela, entre autres, que la Pologne et la Lituanie voient dans Kaliningrad une menace potentielle pour leur sécurité et ont demandé la totale démilitarisation de la zone.

Le transit par la Lituanie des troupes russes basées dans l'enclave de Kaliningrad continue cependant de susciter des inquiétudes.

Mais, maintenant que les troupes russes sont parties, Vilnius fait tout son possible pour réduire en nombre et en variété les biens et les personnels russes qui pourront transiter par la Lituanie ou du moins pour élaborer une réglementation stricte afin de gérer ce transit de façon "plus ordonnée". En 1993-1994, le transit militaire à travers le territoire de la Lituanie a été réglementé par les dispositions du traité russo-lituanien sur le retrait des troupes russes d'Allemagne, arrivé à expiration en décembre 1994. Pendant ces deux années, un certain nombre d'entorses et d'irrégularités ont été commises et la Russie a, de temps à autre, utilisé l'espace aérien lituanien sans autorisation.

La grande quantité de matériels militaires stockés et le nombre de personnels stationnés à Kaliningrad ont un effet très déstabilisateur sur le rapport de force militaire de la région balte. Le statut, le développement et l'avenir de l'enclave de Kaliningrad, ainsi que la question du transit par le territoire lituanien, sont des questions décisives pour la sécurité et la stabilité générale de la région. La Lituanie ne reconnaît pas à la Russie un droit inaliénable de transit par le territoire lituanien. La Lituanie ne souhaite nullement isoler la région de Kaliningrad. Si le niveau de vie des baltes dépasse de façon trop nette celui des russes de Kaliningrad, la Russie craint de voir émerger un courant sécessionniste !

L'angoisse d'une germanisation est réelle a déclaré Vladimir Egorov l'amiral russe dont les croiseurs et sous-marins sont ancrés à Baltiisk.

Cependant, d'après certaines sources diplomatiques, Gorbatchev en 1991 et Eltsine ultérieurement aurait proposé à l'Allemagne de lui vendre le territoire. Un double objectif était recherché : le premier est purement économique alors que le second a une incidence stratégique en développant en Pologne la sensation d'encerclement. La Russie pourrait en tirer profit en comptant sur les dissensions entre deux nations de l'OTAN. Pour le moment, la présence de la flotte n'est pas remise en question.

iii) Contenir les frontières de l'OTAN

La défense des intérêts russes passe aussi par la préservation d'un glacis peu militarisé sur la frontière occidentale. Cette stratégie s'est révélée applicable en partie : le Bélarus (Biélorussie) est entièrement vassalisé à Moscou. L'Ouest s'est peu intéressé au Bélarus bien que Minsk eût été la première à renoncer à ses missiles nucléaires et a observé les dispositions du traité CFE sur la réduction des armes des forces classiques en Europe.

Le Bélarus, qui confine à la Pologne à l'ouest, a une importance stratégique pour la Russie. Il chevauche les marais du Pripet, qui ont toujours divisé en deux parties, les envahisseurs en provenance de l'est comme de l'ouest. C'est une importante voie d'accès aux pays Baltes et à la mer Baltique au nord, et à l'Ukraine au sud. Il procure par ailleurs les principales voies de transport dans l'axe est-ouest entre la Russie et l'Europe ainsi qu'entre les pays Baltes et la mer Noire.

Le Bélarus, et la Russie ont signé une série d'ententes reconnaissant une union douanière et pourraient unifier leurs armées et supprimer leurs frontières. L'expansion de l'OTAN à l'est pourrait également accélérer le processus de fusion. Dans une large mesure, le Bélarus actuel continue d'être la plus «communisée» des républiques de la CEI. Le gouvernement actuel, qui est presque complètement russifié, dispose d'un semblant d'armée faible et ne s'oppose pas à la présence de forces russes sur son territoire. La Russie a demandé et obtenu la permission de continuer à utiliser les installations bélarussiennes pour ses troupes. Le 8 décembre 1999, les deux chefs d'états que sont Boris Eltsine et Alexandre Loukachenko ont signé un accord d'union entre les deux pays. Bien qu'il

soit prévu que les états conservent leur indépendance, les frontières et la souveraineté seront mises en commun. Il est décidé qu'une synergie doit exister quant aux politiques de défense et d'emploi des forces armées.

Par contre, sur sa frange septentrionale, la Russie doit faire face à l'émancipation politique et militaire des trois pays Baltes. Rappelons que ces derniers ont été les premiers à déclarer leur indépendance, ont refusé d'adhérer à la CEI et se sont résolument tournés vers l'occident. La restructuration de leurs forces armées à été entreprise avec l'aide de conseillers occidentaux. La Russie use de toute son influence et profère toutes sortes de menaces afin de dissuader l'OTAN d'intégrer ces trois pays. La Russie serait satisfaite de la « finlandisation de cette région ».

Celle-ci veut en effet éviter la création d'une grande coalition d'États ligüés contre la Russie, coalition qui engloberait les États de l'Europe centrale et de l'Est, que Moscou considère comme faisant partie de sa sphère géostratégique. D'après un article paru dans la *Nezavisimaya Gazeta* du 23 février 1994, elle propose la formation d'une zone neutre englobant les États de l'ECE et les républiques occidentales de l'ancienne Union soviétique (pays Baltes, Bélarus, Moldavie et Ukraine) à l'intérieur de laquelle l'activité des forces armées serait limitée à la « défense non agressive » et les États se verraient garantir la souveraineté. Comme on pouvait s'y attendre, l'Ouest a repoussé cette idée d'espace géostratégique, car elle reviendrait à étendre l'influence politique de la Russie. . Malgré tout, l'instabilité politique, les conflits entre minorités et les contestations de frontières dans certains pays (notamment la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie) pourraient fournir aux Russes un moyen d'étendre leur rayon d'action. Mais il est peu probable que les résultats seraient différents de ceux obtenus dans les conflits de l'ex Yougoslavie. Invoquant des liens privilégiés avec ses frères slaves du sud, orthodoxes ayant adoptés l'écriture cyrillique, la Russie a voulu user de toute son influence pour tempérer les actions et réactions de Milosevic. Les occidentaux et en particulier les Américains ont traité les efforts russes comme quantité négligeable et ont ainsi humilié la Russie. D'une stratégie hégémonique digne d'une grande puissance nucléaire, il ne reste plus que des gesticulations proférées par un président éthylique. Un seul navire de la flotte russe s'est rendu en Adriatique lors du conflit récent du Kosovo. Et encore, il a fallu faire avec la bonne volonté de l'Ukraine car le port d'attache était Sébastopol ! Pour tenter de reprendre le rang qui est le sien, la Russie a décidé de participer aux opérations de l'ONU pour le maintien de la paix.

iv) Vers de nouvelles alliances stratégiques

Isolée dans le concert des nations et affaiblie dans ses marches européennes et caucasiennes, la Russie tente de préserver ses intérêts et de sécuriser son 'étranger proche' en Asie. Les relations avec la Chine se sont réchauffées. En septembre 1994, les deux parties ont publié une

déclaration conjointe prévoyant qu'elles ne pointeraient pas leurs missiles nucléaires l'une vers l'autre et signé un accord sur la délimitation du secteur ouest de la frontière entre la Russie et la Chine. Avec l'entente de 1991, cet accord réglerait, dit-on, 99 p. 100 des querelles de frontières.

Sur son flanc sud, la Russie continue d'entretenir de bonnes relations avec l'Inde et surtout avec l'Iran.

v) Evaluation

Toutes les frontières entre les Etats successeurs et l'ancienne Union Soviétique sont contiguës ; certains ont affaire à des puissances étrangères qui entretiennent des griefs géopolitiques, économiques et religieux de longue date. «Nous faisons face, tout autour de nous, aux intérêts très divers et très concurrents d'autres pays», dit M. Eltsine dans son livre (*The Struggle for Russia*). Nombre des nouveaux Etats qui sont nés n'ont pas d'autres structures gouvernementales que celles qui existaient immédiatement auparavant, et il s'y est révélé difficile et conflictuel d'en édifier de nouvelles. Il n'est donc pas étonnant que beaucoup d'entre eux se tournent vers la Russie et s'appuient sur les liens militaires et économiques établis précédemment pour éviter l'effondrement interne, même au risque de perdre une partie de leur souveraineté.

Dans la poursuite des buts de sécurité économique et militaire de sa politique à l'intérieur de ce qu'elle considère comme son espace stratégique, la Russie tire parti de la situation existante. Moscou encourage les tendances vers l'interdépendance en matière économique et de sécurité qui ont pris naissance dans certains pays des «territoires étrangers rapprochés». A l'heure actuelle, toutefois, le but d'interdépendance n'est pas synonyme d'intégration parce que Moscou n'a pas en ce moment les moyens de prendre le contrôle et d'assumer la responsabilité de ces pays. La Russie s'appuie sur le recours aux leviers de la sécurité tant économique que militaire pour atteindre ses buts dans les «territoires étrangers rapprochés». Ce faisant, elle aggrave parfois une situation déjà instable, comme en Géorgie, et crée de l'ambiguïté en Europe et en Amérique du Nord quant à ses intentions réelles. D'autre part, la proposition d'envisager l'expansion de l'OTAN à l'est nuit à la détente établie entre la Russie et l'Ouest après la désintégration de l'URSS.

Il n'est pas étonnant qu'une grande puissance régionale dotée des moyens nucléaires d'une superpuissance et d'autres puissances rivales aient des intérêts contradictoires. La Russie et l'Ouest ont des intérêts de sécurité légitimes le long des frontières de la Russie, et on peut s'attendre à ce que Moscou protège ses intérêts stratégiques tels qu'elle les définit. Mais les intérêts sont loin d'être tous en conflit, comme le prouvent les ententes conclues par la Russie avec l'UE et l'OTAN. (La Russie a adhéré au programme Partenariat pour la paix, mais n'a pas consenti à étoffer un programme individuel.) Dans son allocution à l'Assemblée générale des

Nations Unies, en septembre 95, le président Eltsine a indiqué clairement que la Russie entend protéger ses intérêts dans les «territoires étrangers rapprochés».

L'époque de l'optimisme idéaliste au sujet du comportement de la Russie est révolue. Les intérêts de la Russie, comme ceux de tout autre pays, sont égoïstes. Cela ne l'empêche pas de partager des responsabilités mondiales communes en vue d'avantages mutuels, comme la réduction et la non-prolifération des armes nucléaires, la technologie relative aux missiles, la réduction des armes conventionnelles et le maintien de la paix». Selon qu'elle le fera ou non en conformité avec les normes d'un comportement international acceptable définies dans les documents ad hoc allant de la Charte des Nations Unies aux statuts de l'OSCE, on saura si elle cherche de nouveau à dominer les nouvelles républiques qui constituaient auparavant l'Union soviétique. Si tel était le cas et si elle devait y réussir, elle concrétiserait l'idée de Sun Tsu, soit «assujettir l'ennemi sans le combattre», par la dissuasion, la diplomatie coercitive, le chantage ou la duperie ».

2) LES EVOLUTIONS STRATEGIQUES ET LA REORGANISATION DE L'ARMEE

i) L'inéluctabilité des évolutions

En mai 1992, la Russie renonçait définitivement à l'idée de forces armées communes à la CEI et créait officiellement les forces armées de la Fédération russe. En septembre 1996, le Commandement Suprême des Forces Armées unifiées de la CEI fut remplacé par un Organisme de Coordination Militaire de la CEI. La quasi-totalité des forces de l'ex-URSS intégrèrent les nouvelles forces armées russes à l'exception des unités stationnées en Ukraine et Biélorussie. L'appui ferme des Etats-Unis à la revendication russe d'hériter seule du statut de puissance nucléaire a facilité les accords entre les Républiques et la Fédération.

Cependant, il a été impératif d'entreprendre une gigantesque réforme quant à la restructuration des forces armées et par conséquent nécessaire de repenser la stratégie militaire à adapter. La division de la flotte de la Mer Noire, la perte de bases dans les pays Baltes ont réduit l'espace physique des forces armées. En outre, la rupture territoriale entraînait la fracture du système fixe de surveillance et d'alerte antiaérienne. La Fédération russe n'avait pas la capacité économique pour compléter un système de couverture de la totalité de ses frontières. Enfin la présence de nombreuses troupes hors des frontières obligea les forces armées à réaliser un important effort de redéploiement. D'autre part les accords du traité FCE (Force Conventionnelle en Europe) répondaient à une structure territoriale dépassée et étaient alors en déphasage avec les priorités défensives du flanc sud et du district militaire de Moscou.

ii) La doctrine militaire russe de 1993

En novembre 1993, le Conseil de Sécurité (russe) approuvait le document "Fondement de la doctrine militaire de la Fédération russe". Selon le concept traditionnel soviétique, dans "doctrine militaire", il faut comprendre directives de politique militaire de l'Etat, missions et organisation des forces armées. On peut cependant considérer ce document comme la base de la stratégie militaire.

(1) *Les principes abordés dans la doctrine*

Bien que le document approuvé ne soit pas connu, le ministère de la défense en a tiré un texte publié dont les principaux aspects sont les suivants :

- la Russie ne considère aucun Etat comme ennemi.
- la priorité accordée à la prévention de la guerre et à l'utilisation de moyens non militaires dans la résolution des crises.
- l'arme nucléaire est un moyen politique de dissuasion et ce type d'armement doit être limité et réduit.
- abandon du principe soviétique de "non-emploi en premier".
- pas d'emploi d'armes nucléaires contre des pays non nucléaires, signataires du TNP (Traité de non-Prolifération) et non alliés à des Etats nucléaires.
- définition de facteurs de menaces militaires internes et externes ("extension d'alliances militaires au détriment de la sécurité de la Russie", "conflit à proximité directe des frontières russes", etc.).
- interdiction d'activités politiques partisans dans les forces armées.
- les conflits locaux deviennent la menace principale à la stabilité et à la paix (importance des opérations de maintien de la paix).
- possibilité d'employer des éléments des forces armées en appui des troupes du ministère de l'intérieur dans des conflits internes.
- priorité aux moyens de dissuasion et aux forces mobiles.

(2) *Analyse*

Cette doctrine est rendue publique au mois de novembre 1993, dans une période particulièrement trouble de la vie politique russe (prise du parlement en octobre 1993 par *Elt sine* et élections de décembre 1993).

Cette doctrine est divisée, selon la tradition soviétique, en aspects politico-militaires et militaro-techniques. Il est dit que la Russie ne considère aucun Etat comme son ennemi naturel, qu'elle n'utilisera pas l'arme nucléaire contre un Etat ayant signé les traités de non-prolifération nucléaire et qu'elle n'interviendra que sur des conflits locaux, proches de ses frontières.

Cette doctrine énonce la nécessité d'intervention préventive pour préserver les chances d'un règlement pacifique d'un conflit - ce qui

n'empêche pas la Russie d'intervenir militairement en Tchétchénie à la même période. Les forces armées doivent être préparées à mener des actions tant offensives que défensives pour être capables de répondre à n'importe quel type de conflit (riposte adéquate).

La priorité est donnée à la constitution de forces mobiles - comparables à la FAR de l'Armée française - pouvant être projetées rapidement soit pour intervenir militairement, soit pour renforcer des unités prépositionnées.

(3) *L'élaboration d'une nouvelle doctrine*

En 1995, Moscou et Washington ont un point de vue commun sur un certain nombre de questions importantes, comme la coopération stratégique en matière nucléaire, la CBW et la non-prolifération, y compris le TNP. Elles sont par ailleurs divisées sur d'autres points, par exemple, le Traité concernant les systèmes de missiles antimissile, l'exécution du traité CFE sur le désarmement, l'exploitation à des fins agressives des ressources de la Russie et des «territoires étrangers rapprochés» par des compagnies étrangères, et les droits des minorités. Il y a donc dans les relations entre les Etats-Unis et la Russie une dichotomie selon laquelle la rivalité stratégique semble céder le pas à la coopération stratégique, mais les désaccords dans une large mesure non stratégiques continuent de résister aux efforts bilatéraux visant à les résoudre.

En mai 1996, un document est publié sur la sécurité nationale. Dans ce document, il est dit que " **la Russie occupe une position géographique unique qui, combinée avec une politique bien pensée, lui donne la possibilité de jouer un rôle stabilisateur dans l'équilibre des forces** ".

Trois types de menaces sont clairement définis :

- les menaces intérieures ;
- les menaces aux frontières immédiates ;
- la menace islamique.

Ce discours qui a pour seule finalité d'être une fonction déclaratoire, permet à la Russie de démontrer qu'elle a toujours été et demeure le rempart de l'occident face à la menace islamique et adresse aux occidentaux le message suivant : " vous ne pouvez pas nous abandonner car nous sommes confrontés aux mêmes adversaires que vous ".

Il a, en outre, deux fonctions politique et idéologique :

- renforcer la cohésion nationale face à une menace extérieure,
- justifier la présence des forces armées russes à l'extérieur des frontières de la CEI.

D'autres menaces sont également explicitées dans les déclarations des experts russes. Ainsi, un certain nombre d'Etats peuvent être considérés comme des menaces potentielles : la Turquie, pays militairement le plus puissant de l'OTAN après les USA, l'Iran, le Pakistan et la Chine à plus long terme.

La hantise russe de l'encerclement (davantage psychologique que militaire) reprend tout son sens dans le refus de la Russie de voir l'OTAN

se déployer et rogner sa sphère naturelle d'influence et ce, bien qu'ait été paraphé l'Acte Fondateur Russie-OTAN.

(4) *Vers un durcissement de la stratégie russe*

Les années 1998 et 1999 ont vu se détériorer les relations entre la Russie et les Etats-Unis. L'opération Desert Fox de bombardements par les Américains et les Anglais du nord de l'Irak, du 17 au 20 décembre, a constitué le premier motif de tensions dans les relations bilatérales. Mise devant le fait accompli, la Russie prit la décision de rappeler ses ambassadeurs en poste à Londres et Washington. Cependant, la mise en alerte de la flotte du Pacifique n'a pas paru crédible !

Par contre, la Russie a vécu la campagne du Kosovo comme une profonde humiliation. Membre du groupe de contact pour l'ex Yougoslavie et donc partie prenante du processus diplomatique, la Russie a soutenu la Serbie en attribuant à l'UCK la responsabilité de tous les troubles dans la province du Kosovo. Des hommes politiques et militaires de premier plan se déclarèrent favorables à la livraison d'armes à la Serbie. Cette hypothèse n'a d'ailleurs pas été exclue par le chef d'Etat Major de l'armée russe, Anatoli Kvachine. Le « 31 mars, un communiqué du ministère de la Défense annonçait l'envoi imminent de sept navires de guerre de la flotte de la mer Noire tandis que quelques jours plus tard le président de la Douma assurait que Boris Eltsine avait ordonné aux forces nucléaires stratégiques de cibler à nouveau les pays de l'Otan.

Pris à la gorge économiquement, dépendant entièrement de l'aide des occidentaux et du FMI, la Russie en est restée à l'état des gesticulations menées par un président déclinant et ridicule. On assista alors à une inflexion de la politique russe.

Le 12 juin, sur ordre express de Boris Eltsine, les parachutistes russes investissent l'aéroport de Pristina à la barbe des occidentaux ! Par ce tour de force, la Russie sauve la face dans cette crise pendant laquelle elle n'a pas cessé de subir vexations et humiliations.

Parachevant le tout, l'intégration de trois anciens pays de feu, le Pacte de Varsovie, a sonné le glas du réchauffement des relations entre la Russie et les Etats Unis. En réponse, Moscou organisa en juin des manœuvres stratégiques qui furent les plus importantes depuis la fin de l'Union Soviétique. Baptisées 'Occident 99', elles avaient pour but de repousser une attaque aérienne massive sur l'enclave de Kaliningrad et se conclurent par la violation de l'espace aérien de l'Islande par des bombardiers T-160 simulant une frappe nucléaire limitée sur l'Amérique du Nord. Quelques semaines plus tôt, le Conseil de Sécurité russe avait préconisé le renforcement du potentiel nucléaire tactique du pays ainsi que le développement de charges miniaturisées pour les missiles intercontinentaux.

Supportant de plus en plus mal, ce qu'elle qualifie d'ingérence dans ses affaires intérieures, la Russie a répondu le 9 décembre 1999 aux

injonctions à la modération en Tchétchénie proférées par les occidentaux. Le président Eltsine s'est montré très agressif et même si ses propos retournent davantage de la gesticulation, il faut tout de même y voir une aspiration à la reconnaissance de grande puissance.

Ainsi, profitant d'un déplacement en Chine où, au côté du président chinois, il a réaffirmé son opposition à un monde mono polaire et sa volonté de contrecarrer les projets américains de bouclier de défense antimissile : « *Manifestement, il semble que M. Clinton a oublié pendant quelques secondes que la Russie est une grande puissance, que la Russie dispose d'un arsenal complet d'armes nucléaires (...) Je veux dire à Clinton qu'il n'oublie pas dans quel monde il vit. Il ne s'est jamais produit, et cela ne se produira jamais, qu'il dicte au monde entier comment il faut vivre, travailler, se reposer et ainsi de suite, (...) C'est à dire que, comme convenu avec le président chinois Jiang Zeming, c'est nous qui allons dicter au monde comment il faut se comporter, et pas lui (Clinton) tout seul* ». Ces propos d'une virulence peu commune depuis la disparition de l'Union Soviétique ont été prononcés à dessein en Chine qui doit elle-même faire face à l'humiliation du bombardement de son ambassade à Belgrade et aux reproches concernant sa politique répressive au Tibet.

La Russie vient de franchir une nouvelle étape dans la dégradation de ses relations avec les pays de l'OTAN, après les heurts sur le Kosovo, la Tchétchénie et le projet de défense antimissile américain.

Moscou met en avant les projets d'élargissement de l'OTAN en Europe de l'Est pour publier un nouveau concept de sécurité nationale signé la semaine dernière par le président Poutine. Le passage le plus spectaculaire du document concerne les armes nucléaires. « La Fédération de Russie envisage la possibilité d'utiliser toutes les forces et moyens mis à sa disposition, y compris l'arme nucléaire, dans le cas où tous les autres moyens pour régler la situation de crise seraient épuisés ou se sont révélés inefficaces. » En clair, cela veut dire que, pour Moscou, désormais, les armes nucléaires n'ont plus pour seule et unique mission de dissuader une agression sur le territoire russe dans la logique de la théorie de dissuasion nucléaire, comme l'affirmait sa précédente doctrine. Poutine veut envoyer un signal fort aux Occidentaux, indiquant que dans des situations de crises graves, la Russie pourrait employer la menace de ses armes nucléaires si on ne tenait pas assez compte de son avis, et cela même si le conflit intervient en dehors du territoire russe. Le document dénonce l'élargissement de l'OTAN et la nouvelle stratégie de l'alliance consistant à intervenir militairement en Europe sans l'accord de la Russie. Il y a là une référence claire à ce qui s'est passé au KOSOVO. Indéniablement, Poutine veut apparaître comme l'homme qui va arrêter la dégradation des positions russes sur la scène internationale. Il veut être pris au sérieux, alors que le monde riait sous cape lorsque Eltsine menaçait de brandir le spectre nucléaire.

La version précédente du «concept stratégique», qui date de 1997, prévoyait l'hypothèse d'une riposte à «une agression armée qui apparaîtrait comme une menace pour l'existence même» de la Russie. Dorénavant, il est question d'utiliser l'ensemble des forces, «y compris

l'arme nucléaire, dans le cas où tous les autres moyens pour régler une situation de crise seraient épuisés ou se sont révélés inefficaces

Par ailleurs, La dissuasion nucléaire ne couvre plus comme par le passé à la seule Russie, mais s'étend désormais aux alliés de Moscou ; on peut se demander si le Kremlin n'envisage pas d'étendre le parapluie nucléaire à la Biélorussie avec laquelle une «union» est périodiquement envisagée.

Les véritables idées novatrices concernent les aspects relatifs à la sécurité intérieure. Signe du traumatisme tchéchène, le mot 'terrorisme' apparaît une bonne douzaine de fois et traduit de toute évidence la peur d'une dislocation du pays sous la poussée centripète d'« intérêts ethno-nationalistes ». Ce problème est devenu particulièrement aigu dans la nouvelle analyse russe.

De plus, une attention nouvelle est accordée à la coopération au sein de la Communauté des Etats indépendants (CEI) qui réunit tant bien que mal la plupart des ex-Républiques de l'URSS : ce processus d'intégration est affaibli, relève-t-on dans l'énoncé des «principales menaces». De manière plus générale, l'Otan constate dans la version du 10 janvier du nouveau concept de Sécurité nationale une analyse plus pessimiste des réalités géostratégiques que par le passé. Plus question, en particulier d'affirmer que «le danger d'une agression à large échelle contre la Russie est pratiquement inexistant dans un avenir prévisible». Il n'est pas dit expressément qu'il est désormais perçu comme réel ou imminent. Mais le recours par l'Otan à la pratique d'utiliser la force militaire hors de la zone de responsabilité du bloc et sans être sanctionnée par le Conseil de sécurité de l'ONU menace de déstabiliser l'intégralité de la situation stratégique globale. En un mot, la guerre du Kosovo continue à profondément marquer les perceptions russes. La perte du statut de Superpuissance est toujours aussi cruellement ressentie. MOSCOU avait d'ailleurs gelé tous ses contacts avec l'Otan dès les premiers bombardements par les avions de Force alliée, le 24 mars 1999. A l'heure actuelle, les ministres russes boycottent les réunions auxquelles ils sont invités à Bruxelles.

Ce durcissement théorique intervient alors que l'armée russe ne cesse de moderniser ses armes nucléaires. Le 15 décembre 1999, Vladimir Poutine a assisté au tir réussi d'un missile intercontinental SS-27 Topol-M quelques jours après qu'une nouvelle unité de ses missiles eut été déclarée opérationnelle dans la région de Saratov (sud-est de Moscou).

(5) Le point sur les traités : que d'immobilisme ?

De même que le congrès l'a fait, la Douma a refusé de ratifier le traité de désarmement START 2. Elle trouve que ce traité est trop favorable aux U.S.A. et surtout qu'il va à l'encontre de la culture russe en privilégiant les vecteurs sous-marins (dans lesquels les Américains excellent) au détriment de l'artillerie ou des missiles terrestres (où les Russes sont compétents). Si les Russes ne sont pas opposés au principe de réduction

des armes, ils critiquent plutôt la manière et les conditions dans lesquelles START 2 a été signé (U.R.S.S. en pleine déconfiture). La Russie poursuit donc la modernisation de ses vecteurs et a d'ailleurs mis en service un tout nouveau missile stratégique, le TOPOL M (SS 27) qui est une version améliorée de l'efficace TOPOL (SS 25). Il paraît ainsi plus probable qu'un éventuel START 3 soit signé avant que START 2 ne soit ratifié.

Sur le principe, les officiers russes ne sont pas opposés à la réduction de l'armement nucléaire. Compte tenu de leur histoire stratégique, ils sont uniquement choqués par la manière dont les dirigeants politiques engagent les négociations.

La Russie a aussi refusé de s'associer à la signature des accords qui ont suivi la convention d'Ottawa au sujet de l'interdiction des mines anti personnelles ; en cela, la Russie s'aligne sur la position des USA.

iii) La Refondation de l'Armée Russe

Confrontée à d'énormes difficultés économiques structurelles et conjoncturelles, la Russie doit cependant moderniser ses forces armées si elle veut conserver toute crédibilité dans son désir de demeurer une grande puissance. N'oublions pas que la situation en Europe, et dans l'ensemble du monde, est encore loin d'être stable. Si les stéréotypes simplistes du temps de la Guerre froide appartiennent de plus en plus au passé, le nombre de risques et de menaces qui pèsent sur le monde ne diminue malheureusement pas.

Bien que la ligne de confrontation militaire entre les deux blocs ait été effacée de la carte de l'Europe, il existe encore des forces qui tentent de créer de nouvelles démarcations sur le continent. Les oppositions régionales qui résultent de conflits ethniques, nationaux ou religieux, restent de dangereuses sources de tension. Il faut aussi tenir compte des menaces que constituent la montée du fondamentalisme religieux, l'extension du terrorisme international et du trafic de drogue.

En mai 1997 a débuté la réalisation pratique des réformes des forces armées russes. Il s'agit d'un effort en deux temps qui vise à créer une structure militaire efficace et rationnelle, en mesure d'assurer la défense et la sécurité de la nation, dans les limites qu'imposent les conditions sociales et économiques actuelles ainsi que les moyens du pays.

L'objectif de cette réforme est d'obtenir des forces armées mieux préparées et plus efficaces, sur le plan opérationnel, en optimisant leur structure, leur composition et leur effectif, en améliorant l'équipement, la formation et la logistique, et en apportant davantage de bien-être au personnel militaire.

Pour y parvenir et résoudre les problèmes au fur et à mesure qu'ils surgissent, cette réforme doit être réalisée en deux phases. Pour chacune d'elles, les objectifs et les échéances ont été clairement définis ainsi que

l'a déclaré en son temps le Maréchal Igor Sergueïev Ministre de la Défense de la Fédération de Russie.

1997-2000

Au cours de la première phase (1997 - 2000), les effectifs des forces armées auront été réduits à 1 200 000 au 1er janvier 1999, ce qui représente une suppression de plus de 600 000 éléments de l'armée de terre et de la marine russe depuis le début de l'effort de transformation. En outre, conformément aux initiatives prises par le président Boris Eltsine et annoncées à Stockholm, le 3 décembre 1997, la Russie déclare réduire unilatéralement de 40 % ses groupements terrestres et navals dans le nord-ouest du pays. Des diminutions particulièrement sensibles sont prévues dans l'Oblast de Kaliningrad, le district militaire de Leningrad et parmi les flottes du Nord et de la Baltique.

Ont également été entreprises la redéfinition des tâches et l'adaptation de la structure et de la composition des forces armées, mais aussi l'élimination des échelons de commandement parallèles et redondants. A cet égard, diverses mesures ont été appliquées dès 1997. Les travaux sur les forces stratégiques à roquettes, les forces spatiales et les forces de défense balistique et spatiale ont été achevés. Il en résulte une structure de forces totalement nouvelle, les forces stratégiques à roquettes, qui incluent des formations de l'armée de terre dotées de missiles, des unités et installations de lancement, la gestion de l'équipement spatial et des formations de défense balistique et spatiale.

D'importantes modifications ont aussi été apportées aux forces terrestres, avec la création dans les secteurs stratégiques, de formations et d'unités prêtes au combat, au niveau des effectifs et de l'équipement.

Pour ce qui est de la réforme de la marine, l'objectif est de conserver la présente structure d'ensemble, à quatre flottes et une flottille, ainsi que les groupements de flottes dans tous les secteurs stratégiquement essentiels. Toutefois, l'éventail de leurs tâches sera plus réduit que par le passé.

Avec la fusion de l'armée de l'air et des forces de défense aérienne, en 1998, cela donne des forces armées à quatre éléments : les forces stratégiques à roquettes, l'armée de l'air, les forces terrestres et la marine.

Au cours de la même période, a été introduit le principe territorial du commandement à l'échelle des districts militaires. Cela permet d'assurer le contrôle opérationnel des groupes de forces armées de ces districts, ainsi que des autres forces, formations et organes militaires chargés d'affaires de défense nationale. Pendant cette première phase, a par ailleurs été mis en place des technologies avancées afin d'améliorer les armements et l'équipement de base.

2001-2005

Au cours de la deuxième phase de la réforme (2001 - 2005), nous passerons à une structure des forces armées à trois éléments correspondant à leurs domaines d'application (terre, air et espace, mer).

Le système de commandement sera encore amélioré et le niveau de formation opérationnelle et au combat des troupes et des forces navales sera nettement rehaussé, avec l'apport d'armes et d'équipement de pointe. Bien entendu, la réforme des forces armées de la Russie s'effectuera en tenant compte de la situation géopolitique du pays aujourd'hui et de tous les changements que nous sommes en mesure de prévoir, et elle devra se faire dans le respect des accords internationaux actuels et futurs dans le domaine de la maîtrise des armements.

Le potentiel militaire russe a pour seul objectif d'assurer la sécurité du pays et de ses intérêts.

iv) Vers une collaboration avec l'UEO

L'UEO est perçue comme ayant une conception de la sécurité plus globale et plus étendue que l'OTAN, laquelle est toujours considérée par la Russie essentiellement comme une union de défense. Cette approche plus générale offre à la Russie des possibilités de coopération plus vastes avec l'UEO qu'avec l'OTAN. Le rôle des moyens militaires dans le maintien de la stabilité européenne s'en trouverait diminué, ce qui correspond à l'une des priorités de sécurité de la Russie : la démilitarisation de ses relations avec les pays occidentaux.

La Russie a donc décidé de jouer à fond la carte d'une future Défense européenne. Lorsqu'en mai 1994, l'UEO a proposé le statut d'associé partenaire aux PECO ainsi qu'aux pays Baltes, le ministre des Affaires étrangères Andreï Kozyrev a indiqué que la Russie n'avait aucune objection. A la suite de la réunion ministérielle du Conseil de l'Atlantique Nord (CAN) à Berlin les 3 et 4 juillet 1996, qui a approuvé le concept de l'usage par l'UEO des moyens de l'OTAN pour des opérations conduites par l'UEO, le ministre de la Défense Pavel Gratchev s'est félicité du "rôle accru de l'UEO dans le règlement des questions auxquelles est confrontée l'Europe occidentale" et il a jugé "très positif le fait que l'UEO jouisse d'une plus grande indépendance vis-à-vis de l'OTAN.

La Russie et l'Europe occidentale se sont rapprochées, en ayant, par le biais de la Finlande, l'une des frontières terrestres les plus longues de l'Europe (1 300 km). Avec l'élargissement de l'UE, cette limite territoriale commune va encore s'accroître, l'Europe jouxtera certains voisins de la Russie, en l'occurrence l'Ukraine, la Biélorussie et la Moldavie ainsi que l'enclave de Kaliningrad, et abritera plusieurs centaines de milliers de russophones.

Les rapports avec l'UEO pourraient se voir concrétiser par :

- la fourniture par la Russie d'images satellitaires au Centre satellitaire de l'UEO, situé à Torrejon ;
- l'élaboration d'un accord sur la fourniture par la Russie de moyens de transport aérien à longue distance dans le cadre des "missions de Petersberg" ;

- l'instauration de contacts inter parlementaires (avec la participation des parlementaires russes aux sessions de l'Assemblée de l'UEO et à d'autres initiatives conjointes entre la Douma et l'Assemblée de l'UEO) ; et
- la recherche commune entre l'Institut de l'UEO et les chercheurs russes.

Le fait que l'UEO ne dispose pas des moyens nécessaires pour des opérations militaires de grande envergure suscite à Moscou une certaine bienveillance permettant aux responsables russes de coopérer avec l'UEO. Du point de vue russe, pour se doter d'un système de sécurité global et intégré, l'Europe doit renforcer sa composante orientale. Une telle démarche serait dans l'intérêt de la Russie, car elle serait liée à son ambition de prendre davantage de responsabilités concernant la sécurité de la Communauté des Etats indépendants (CEI) - notamment le long de sa frontière méridionale. Si la Russie assumait ce rôle (en vertu d'un mandat international), que ce soit pour son compte ou pour celui de la CEI, elle deviendrait alors naturellement un partenaire d'une UE/O "s'orientalisant".

Alors que les pays d'Europe occidentale entreprennent de mettre en commun leurs capacités opérationnelles, des carences sont apparues dans des domaines clés : renseignement stratégique (renseignement satellitaire, entre autres) et certaines capacités de transport aérien à longue distance. Dans ces domaines, la Fédération de Russie dispose de certains moyens et envisage de les mettre à disposition des deux parties, pour les missions de type Petersberg menées sous l'égide de l'Europe occidentale. Cette idée, qui fait son chemin dans le débat russe, est clairement exprimée dans un article publié en 1998 dans le journal à plus fort tirage du pays, par Evgueni Kojokhine, directeur de l'Institut russe d'études stratégiques : *"Les Etats-Unis peuvent faire beaucoup, mais ils sont loin de pouvoir tout faire. La question des capacités opérationnelles de l'Europe, au cas où les Etats-Unis refuseraient d'intervenir dans des situations susceptibles de porter atteinte aux intérêts européens, est déjà d'actualité aujourd'hui. Mais, dans cette hypothèse, c'est la Russie qui peut jouer le rôle de l'allié indispensable pour mener des opérations de maintien de la paix de grande envergure. Son potentiel dans le domaine de la reconnaissance spatiale et du transport aérien sera extrêmement bienvenu"*.

IV. LA PAX RUSSICA A L'ÉPREUVE DE L'ÉTRANGER LOINTAIN

1) LE RETOUR DANS LE CONCERT DES NATIONS

La participation de la Russie aux opérations internationales de maintien de la paix en Yougoslavie à compter de 1992 lui a permis de regagner prestige et influence sur la scène internationale et de souligner la détermination du gouvernement à prévenir les actes d'agression. Même si, au début, elle a été tenue à l'écart du processus décisionnel des Nations Unies et de l'OTAN, Moscou a négocié des cessez-le-feu et gagné l'appui des Serbes ; A sa grande satisfaction, elle s'est ainsi infiltrée dans le processus décisionnel et élevée au rang de «grande puissance». En faisant valoir les préoccupations des Serbes au sujet des sanctions, elle a toutefois trahi son penchant pour les arrangements régionaux bipolaires avec lesquels les Russes se sentent manifestement plus à l'aise. Cela dit, la participation de Moscou à des opérations internationales de maintien de la paix a établi un précédent lui permettant de solliciter l'appui des Nations Unies pour ses propres activités de maintien de la paix dans les «territoires étrangers rapprochés».

La forme de présence adoptée par les forces de "maintien de la paix" de la Russie ou de la CEI dans les différentes zones de conflit des Etats successeurs de l'ex-Union soviétique semble obéir davantage à des besoins militaires et diplomatiques sur le terrain qu'à des principes préétablis. Ce sont les différentes pratiques et procédures opérationnelles des forces assignées aux opérations de maintien de la paix par la Russie, ou par les Etats de la CEI dans le cadre d'accords collectifs, qui inspirent les "doctrines" de la Russie et de la CEI en matière de maintien de la paix - pour autant qu'il en existe. Il serait donc utile, dans un premier temps, d'analyser les principales opérations de maintien / rétablissement de la paix, impliquant plus de 16 000 soldats russes, ainsi que les activités "au service de la paix" concernant environ 20 000 soldats russes de plus en ex-Union soviétique.

2) LES OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX

i) Le théâtre « étranger proche »

(1) Transnistrie/ Moldavie

Les dispositions prises durant l'été 1992 pour régler le conflit de la Transnistrie en Moldavie orientale sont particulièrement intéressantes car les dirigeants politiques et militaires russes les ont présentées comme un exemple réussi d'opération de maintien de la paix. D'après eux, voici l'ensemble de mesures à prendre pour résoudre le conflit de la Transnistrie : négocier un cessez-le-feu, créer un corridor de démarcation

entre les forces, introduire des forces "neutres" de maintien de la paix, octroyer un "statut politique" à la rive gauche du Dniestr, et entamer des négociations bilatérales sur le retrait de Moldavie de la 14^e armée russe. Les chefs des Etats de la CEI ont ensuite convenu de déployer en Moldavie orientale une force de maintien de la paix composée de soldats ukrainiens, bélarusses, russes et moldaves. Cette proposition a été toutefois remplacée par un autre plan, défendu par les responsables militaires russes et préconisant le déploiement de "forces permettant le désengagement" venant de Russie, de Moldavie et de Transnistrie.

Soit, au total : cinq bataillons russes (2 130 hommes) -, trois bataillons Moldavie (1 200 hommes) et trois bataillons "transnistres" (appartenant à la garde nationale de la "République du Dniestr"), ayant pour mission d'assurer le respect du cessez-le-feu et d'empêcher sa violation par des formations armées "incontrôlées".

Mais les Moldaves n'ont pas tardé à dénoncer le fait que les sécessionnistes de la "République du Dniestr" étaient autorisés à maintenir des unités armées et des stocks d'armements dans la zone où s'opère le désengagement. Une telle partialité était difficile à éviter, vu la présence imposante dans la région de la 14^e armée russe, formation hautement politisée, qui avait auparavant fourni une aide militaire aux nationalistes russes de Transnistrie.

Les dispositions de juillet 1992 sont assurément préférables à l'idée que les Russes avaient eue de n'utiliser que des unités de la 14^e armée comme instrument de maintien de la paix ou "force d'interposition". Cependant, il est clair que cette disposition des forces laissait le champ libre à des abus de la part des armées russes. Le 10 août 1994, la Moldavie et la Russie ont conclu, à Moscou, un accord qui prévoyait le retrait des troupes russes de Transnistrie, dans un délai de 3 ans. L'entrée en vigueur de l'accord était subordonnée à la normalisation des relations russo-moldaves.

(2) *Géorgie/Ossétie du Sud*

Le deuxième modèle d'opérations de maintien de la paix auquel se réfèrent les dirigeants russes concerne l'Ossétie du Sud, région autonome de Géorgie. La volonté de cette région de se séparer de la Géorgie pour s'unir à l'Ossétie du Nord (au sein de la Fédération de Russie) a débouché sur un interminable affrontement avec les forces géorgiennes.

Moscou ayant exercé de fortes pressions dans ce sens, les dirigeants de Russie, de Géorgie, d'Ossétie du Nord et d'Ossétie du Sud ont signé, en juin 1992, un accord sur le déploiement d'une force de maintien de la paix pour séparer les belligérants. Les quatre parties se sont engagées à fournir chacune un bataillon afin de "surveiller le cessez-le-feu, procéder au retrait des unités armées, dissoudre les forces d'autodéfense et assurer la sécurité dans la région". Cette force conjointe se compose d'un régiment russe aéroporté de 950 hommes et de trois bataillons géorgiens et ossètes, totalisant 1 100 hommes environ, une autre force de 1 000 soldats géorgiens et ossètes étant tenue en réserve.

(3) Géorgie/Abkhazie

Le conflit qui a éclaté entre les séparatistes abkhazes et le pouvoir central géorgien en août 1992 a, dès le départ, mis en cause des intérêts spécifiques de la Russie : la minorité russe vivant en Abkhazie, la présence d'unités de l'armée russe dans la zone de conflit, et la stabilité des frontières du Nord-Caucase au sein de la Fédération de Russie.

En juillet 1993, les autorités de Géorgie et d'Abkhazie avaient déjà signé un plan qui prévoyait une démilitarisation graduelle de la région et le contrôle du respect du cessez-le-feu par des groupes d'observateurs composés de Géorgiens, d'Abkhazes et de Russes. Il exigeait que les troupes russes encore déployées en Abkhazie observent une stricte neutralité. Simultanément, il était prévu de poster un nombre limité d'observateurs militaires russes le long du fleuve Goumitsa, immédiatement au nord-ouest de Soukhoumi, la capitale abkhaze. Mais dans un premier temps, cette mesure ne réussit pas à mettre fin aux affrontements militaires entre Géorgiens et Abkhazes, et, en décembre 1993, les parties aux négociations réclamaient l'envoi de forces de maintien de la paix des Nations unies.

En 1992-93, la Géorgie a plus d'une fois accusé les forces russes de fournir une assistance militaire aux rebelles abkhazes, et il était difficile de dire dans quelle mesure les troupes russes participaient au conflit entre la Géorgie et l'Abkhazie ou tiraient parti de l'autre guerre civile qui se déroulait à l'ouest de la Géorgie occidentale. On comprend mieux ainsi que la Géorgie ait rejeté, en septembre 1993, la proposition du ministre russe de la Défense, Pavel Gratchev, de déployer en Abkhazie deux divisions russes et une brigade en tant que forces de maintien de la paix. Selon P. Gratchev, elles auraient eu pour mission d'arrêter la progression des deux parties et de les désarmer.

Toutefois, en automne 1993, les forces militaires russes ont incontestablement aidé la Géorgie, qui cherchait à reprendre le contrôle de sa partie occidentale aux rebelles menés par les partisans du président déchu, Zviad Gamsakhourdia. La situation a été stabilisée par la conclusion d'un accord entre les dirigeants de la Russie et du Sud-Caucase, avec le consentement de l'Ukraine, qui plaçait les principaux axes routiers, voies ferrées et lignes maritimes de Géorgie occidentale sous la protection des fusiliers marins de la flotte de la mer Noire et d'unités russes. Si l'aide russe a été réelle, elle n'en a pas pour autant été désintéressée. En automne 1993, elle s'est traduite par les décisions, prises à contrecœur par le président Édouard Chevardnadze, de faire entrer la Géorgie dans la CEI et de conclure des accords autorisant l'installation de bases militaires russes en Géorgie (à Tbilissi, Akhalkalaki et Batoumi). L'entrée de la Géorgie dans la CEI étant en partie due à des motifs économiques et la Russie refusant l'idée d'une alliance avec la Géorgie contre l'Abkhazie, il a finalement été évident que Moscou avait usé de sa position de "pacificateur" et de facteur de stabilisation politique dans la région à des fins géopolitiques.

Grâce à ses nouveaux accords militaires avec la Géorgie, la Russie n'a plus besoin de prétexter des opérations de maintien de la paix pour introduire des contingents militaires dans cet Etat. En participant à de telles opérations, elle peut justifier sa présence militaire en Géorgie et accroître la dépendance de cette République. Lors des négociations qui ont eu lieu au printemps 1994, la Russie a accepté de fournir un contingent militaire pour une force de maintien de la paix stationnée le long de la rivière Ingouri, sous l'égide des Nations unies. Mais l'ampleur de la contribution russe n'a pas été précisée et, pour diverses raisons, l'idée des Nations unies n'a pas eu de suite.

En conséquence, Boris Eltsine ayant offert, en juin 1994, de fournir des troupes russes à l'Abkhazie dans le cadre d'une "force commune de la CEI pour le maintien de la paix", la décision a été prise d'envoyer une force de 3 000 soldats russes. Les quatre bataillons de forces concernés (deux du groupe des forces russes dans le Caucase et deux de Russie) ont été déployés essentiellement le long de l'Ingouri, séparant les formations géorgiennes et abkhazes. L'intention proclamée est de concentrer le matériel de combat des belligérants dans des régions spécialement désignées et de mettre en œuvre un processus de démilitarisation dans tout le territoire de l'Abkhazie, étape par étape. Les Nations unies ont approuvé en août l'opération dirigée par la Russie et ont décidé de créer, pour la surveiller, une importante mission d'observation.

Une telle transparence est importante car, en l'absence d'un mandat clair pour cette force ou d'unités d'autres Etats de la région ou de la CEI, il serait difficile de distinguer son rôle de celui des forces russes basées en Géorgie en vertu des récents accords bilatéraux. En 1996, les accords étaient fortement remis en cause par le président géorgien : "La Russie devrait comprendre que si l'intégrité territoriale de la Géorgie n'est pas restaurée, elle n'aura pas une seule base militaire sur notre territoire"... C'est une véritable mise en demeure que le président géorgien Édouard Chevardnadze adressait à la Russie, accusée de faire preuve de mauvaise volonté dans le règlement du conflit abkhaze. La Russie continue à traiter la Géorgie comme une colonie, accuse le président géorgien, manifestant une impatience qui pourrait remettre en cause les relations entre Moscou et Tbilissi. Ayant le sentiment d'avoir conclu un marché de dupes avec la Russie en la laissant reprendre pied sur son territoire toujours amputé de facto de l'Abkhazie, la Géorgie voulait donc proposer un nouveau marché, à ses conditions : elle ne ratifiera l'installation de trois bases militaires russes sur son territoire qu'en échange d'un engagement plus ferme de la Russie à ses côtés contre les indépendantistes abkhazes.

La Géorgie a le sentiment d'avoir été flouée par un encombrant allié russe qui n'a pas respecté sa part du contrat et répugne à rompre définitivement avec des Abkhazes qu'il est accusé d'avoir aidés militairement. Ceux-ci n'ont en effet toujours pas désarmé. Sans doute la cessation des hostilités en 1994, après plus de deux ans d'une guerre qui a fait au moins 10 000 morts, est-elle à porter au crédit de la médiation russe. Les forces russes, déployées de part et d'autre de la rivière Ingouri marquant la ligne de front, se présentent comme les garants du statu quo.

Vu de Tbilissi, les 3000 hommes de troupes russes déployés sur la ligne de front abkhazo-géorgienne n'ont fait que la geler et consolider une partition abkhaze qui perturbe par ailleurs toujours les échanges entre la Géorgie et la Russie, les voies de communication entre les deux pays, passant par l'Abkhazie, étant toujours coupées.

Réagissant aussitôt aux déclarations de M.Chevardnadze, Moscou a d'ailleurs haussé le ton à son tour pour dénoncer une "campagne anti-russe" en Géorgie et mettre en garde contre les répercussions "négatives" que pourrait avoir la remise en question de ses trois bases militaires sur les relations russo-géorgiennes

Le conflit Abkhaze reste donc toujours un moyen de pression considérable entre les mains de la Russie sur la souveraineté géorgienne et une menace sur la stabilité fragile de la jeune république.

(4) *Haut-Karabakh*

La guerre concernant l'enclave arménienne du Haut-Karabakh en Azerbaïdjan est le plus ancien de tous les grands conflits dont le territoire de la CEI est le théâtre. Récemment encore, ce n'était pourtant pas un objectif prioritaire des efforts de maintien de la paix menés par les Russes. Les raisons en sont probablement le sentiment d'humiliation éprouvé par les forces de l'ex-Union soviétique, notamment par la garnison postée dans le Haut-Karabakh, lorsqu'elles ont été contraintes de se retirer d'Azerbaïdjan, et la difficulté pour les parties concernées de parvenir à un compromis. Cela pourrait également être dû à la stratégie russe consistant à "diviser pour régner", qui aurait ébranlé la confiance à la fois de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan.

Le déploiement initial par Moscou d'observateurs militaires le long de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan n'a pas encouragé l'application des différents accords de cessez-le-feu placés sous l'égide des organisations internationales. Les Russes ont ensuite élaboré un plan plus ambitieux consistant à introduire au Haut-Karabakh un contingent limité de leurs forces de maintien de la paix. L'idée a été acceptée par les représentants de l'Arménie et du Haut-Karabakh en novembre 1993, malgré l'intensification du rôle de la Russie dans la région qui allait en découler. Au début de 1994, le plan envisageait de déployer des troupes russes de maintien de la paix comme "force d'interposition" dans les régions situées autour du Haut-Karabakh, d'où les forces arméniennes se retireraient ensuite.

Estimant qu'un tel plan gênerait les conquêtes territoriales faites par l'Arménie au détriment de l'Azerbaïdjan, le président azéri, Gheïdar Aliev s'y est opposé. Dès le printemps 1993, il a préféré accepter le déploiement de forces russes de maintien de la paix en Azerbaïdjan dans le cadre de la CSCE uniquement. Mais M. Aliev a commencé à céder du terrain sur la question. Dans un premier temps, en février 1994, les ministres de la Défense d'Arménie, d'Azerbaïdjan et du Haut-Karabakh ont signé un protocole sur le retrait des troupes et la création de zones de

sécurité mutuelle contrôlées par un état-major commun formé par leurs représentants respectifs (sur 250 officiers, 69 étaient russes). Désormais, les responsables russes affirmaient ouvertement que seule la Russie fournirait réellement des soldats aux forces permettant le désengagement (idée à laquelle la Turquie est farouchement opposée).

Finalement, le 16 mai, les trois parties en présence ont convenu, dans le principe, de déployer des observateurs aux côtés de ceux de la Russie et "peut-être" de la CEI et de la CSCE, sur 49 postes situés dans une zone où se produit le désengagement. Il a été décidé que ces observateurs seraient protégés par quelques 1 800 soldats de la CEI, essentiellement des Russes sous commandement russe. Les chefs des postes d'observation étant tous des officiers russes, c'était donc aux militaires russes (au lieu de la CSCE) qu'incombait la principale responsabilité du contrôle et de l'imposition du cessez-le-feu. Ce résultat peut lui-même être interprété comme un stratagème de la Russie pour stationner des troupes en Azerbaïdjan. Il marque également une volonté de cette dernière de prendre à sa charge la protection des minorités russes et russophones. La coopération militaire donne une influence extraordinaire en plus de retrouver les moyens de décider du sort de ce conflit.

En 1993-1994, l'Azerbaïdjan, réagissant avec méfiance, s'était opposé aux propositions russes de redéploiement d'unités militaires *régulières* en Azerbaïdjan (éventuellement implantées dans des bases), ainsi qu'à tout arrangement sur la présence de troupes garde-frontières russes pour surveiller les limites méridionales de l'Etat. Les autres Etats de Transcaucasie ont, quant à eux, pris ce type de dispositions avec la Russie pour la défense de leurs frontières autres que celles de la CEI. Même si ces troupes de garde-frontières ne sont pas considérées par la Russie comme des unités de maintien de la paix, cette distinction est parfois moins nette : c'est le cas au Tadjikistan.

(5) *Tadjikistan*

C'est au Tadjikistan que les opérations russes de maintien de la paix ont joué le rôle de loin le plus important et le plus étendu, à la fois pour protéger le gouvernement (ou tout au moins la minorité russe) durant la guerre civile qui a fait rage dans l'Etat, et pour défendre les frontières contre l'infiltration d'éléments armés en provenance d'Afghanistan. Ce rôle, qui suscite encore de vives controverses à l'intérieur même de la Russie, alimente en grande partie le débat sur le mandat et la mission des opérations de maintien de la paix.

La Russie a tenté de faire passer sa présence au Tadjikistan pour une opération de maintien de la paix de la CEI. Mais ses efforts pour mettre sur pied une telle entreprise afin de stabiliser la situation politique au Tadjikistan et de restaurer l'intégrité de la frontière entre ce pays et l'Afghanistan ont été très hésitants. Cette tentative faisait suite à une demande initiale d'aide militaire formulée par le gouvernement tadjik en septembre 1992. La 201^e division d'infanterie motorisée, basée à Douchanbe, a été portée à sa puissance maximale, le Kazakhstan et le

Kirghizistan lui apportant chacun un bataillon et l'Ouzbékistan lui fournissant un régiment mobile. Un "groupe d'intervention" est ainsi formé contre les forces antigouvernementales au Tadjikistan et contre les raids transfrontaliers lancés à partir de l'Afghanistan. Mais ces forces de maintien de la paix ont servi de couverture aux opérations de l'armée et du ministère de la Défense russe.

Tant que les dirigeants tadjiks resteront dépendants des forces de maintien de la paix ou des forces régulières russes pour contenir l'expansion des groupes d'opposition représentant les clans de la région et pour garantir l'intégrité de la frontière avec l'Afghanistan, Moscou conservera une forte emprise politique sur Douchanbe. En même temps, les dirigeants ouzbeks pourraient utiliser la présence militaire russe dans la région pour s'y imposer politiquement. Face aux dilemmes créés par les divisions entre clans et entre sous-groupes ethniques, la Russie pourrait juger souhaitable, étant donné que l'Ouzbékistan contribue grandement à assurer la stabilité politique à moyen terme dans la région, de soutenir le clan pro-ouzbek de la région de Khodzha. Or, en matière de maintien de la paix, tout parti pris pour les Ouzbeks détériorerait les relations de la Russie avec le Kazakhstan. Qui plus est, la majorité des soldats de la 201^e division d'infanterie motorisée sont des Tadjiks de la région de Kouliab.

Quel que soit le rôle joué par les Ouzbeks, tout avantage politique gagné par les dirigeants russes au Tadjikistan est secondaire par rapport à leur objectif prioritaire (le même que celui des membres de la CEI voisins de ce pays) : empêcher l'instabilité tadjike de se propager plus avant dans l'ancienne Asie centrale soviétique, et protéger la diaspora russe ; Pour cette mission d'"imposition de la paix" et de sécurité, Moscou a demandé à la communauté internationale de lui accorder sa compréhension, sinon son soutien matériel. Mais les répercussions de l'expérience tadjike sur la nature des opérations de maintien de la paix dirigées par la Russie, entreprises ailleurs, n'en restent pas moins préoccupantes. C'est pourquoi, afin de contrer les talibans afghans, la Russie vient en aide aux troupes du Commandant Massoud qui pourtant avait été un de leurs plus farouches adversaires lors de la guerre d'Afghanistan.

Dans une interview accordée en novembre, l'ambassadeur d'Afghanistan au Tadjikistan, Ibrohim Said Hikmat (qui représente les forces de l'opposition), mettait en avant, outre un moral d'acier, l'excellent équipement militaire dont disposent les troupes du commandant Massoud. De quelle provenance ? Des bazars du nord de l'Afghanistan, s'était contenté de répondre l'ambassadeur en question. Du côté russe, les livraisons de matériel militaire semblent avoir soudainement redoublé, jusqu'à inonder les bazars, précise un haut gradé militaire tadjik. Mais ce n'est pas tout. Depuis quelques mois, Vladimir Poutine, nouvel homme fort au Kremlin, multiplie les visites en Asie centrale, comme pour mieux fortifier son assise dans la région. Entre deux voyages en Tchétchénie, il est ainsi accouru au Tadjikistan en novembre pour féliciter le président Imomaii Rakhmonov le jour de sa réélection. Un mois plus tard, et aux côtés d'une armada de journalistes de télévision, Poutine s'est également rendu à Tachkent la capitale ouzbèke. Au programme : la signature d'un

traité de coopération militaire avec le président Islam Karimov, traité prévoyant des opérations conjointes pour lutter contre la montée du terrorisme religieux.

L'accord militaire signé en avril 1999 à Douchanbe qui est passé largement inaperçu en Occident, a permis aux généraux russes d'établir une base militaire permanente au sud-ouest du Tadjikistan, à quelques kilomètres seulement de la frontière afghane. Il ne s'agit du reste pas d'une simple caserne de campagne, mais d'un vaste aéroport militaire, capable d'épauler les 20 000 « gardiens de la paix russes » déjà stationnés sur le territoire tadjik. C'est manifestement depuis cette base, située près de la ville de Kodab, que la Russie approvisionne les forces du commandant Massoud - à l'abri de tous regards indiscrets. Si Moscou vient en aide à son ennemi d'hier, on le doit à la peur, en Asie centrale comme en Tchétchénie, que le fondamentalisme religieux ne vienne ébranler jusqu'aux murs du Kremlin. Ces deux régions entretiennent, il est vrai, des liens étroits, à commencer par le domaine militaire. De nombreux combattants islamistes ont fait leurs classes dans le djihad afghan, avant de venir s'établir en Tchétchénie. C'est le cas du Tchétchène Charnil Bassaïev et de Habib Abder-Rakhman, plus connu sous le nom de Khattab, qui ont tous deux dirigé la rébellion du Daghestan l'été dernier. Dans une lettre adressée à l'Organisation de la conférence islamique en novembre, Wakil Ahmad Muttawakil, chef de la diplomatie de Kaboul, décréait ainsi le séparatisme tchétchène cause islamique, et inculquait ni plus ni moins l'ordre aux musulmans du monde de soutenir la Tchétchénie.

(6) Les autres républiques d'Asie Centrale

Plus concernés que les Occidentaux, les généraux russes ont déjà intégré la donnée religieuse dans leur logique militaire. C'est du moins ce que laissent supposer leurs récentes manœuvres dans les steppes largement désertiques de l'Asie centrale. Mais, aussi déterminées soient-elles de venir à bout du fondamentalisme afghan, les dirigeants du Kremlin doivent faire preuve de plus de tact en Asie centrale qu'en Tchétchénie, au risque de voir le fusil se retourner contre eux. Indépendantes depuis 1991, ces jeunes républiques verraient en effet d'un très mauvais œil l'arrivée de chars russes sur leur territoire. Certains soupçonnent déjà la Russie de chercher à imposer sa loi par la force. Moscou a envoyé plusieurs avertissements aux présidents d'Asie centrale, les enjoignant à ne pas trop sortir de l'orbite de la Russie, explique un membre du parti d'opposition banni Birlik, en Ouzbékistan. Depuis son appartement de la vallée du Ferghana, fief de la renaissance islamique en Asie centrale, il accuse ouvertement les services secrets russes d'avoir fomenté les attentats du 16 février 1999 à Tachkent. Ces attentats à l'explosif qui avaient fait 16 morts, 132 blessés, et surtout manqué de peu la voiture présidentielle avaient été attribués aux fondamentalistes musulmans. Il s'agissait pourtant d'une claire mise en garde du Kremlin, et le président Islam Karimov a bien compris le message, déclare l'opposant, qui déplore

l'absence de toute enquête judiciaire dans cette direction. Le changement de ton du président ouzbek à l'égard de Moscou, ces douze derniers mois, laisse en effet un peu songeur. Pourquoi celui qui, en janvier 1999, criait haut et fort que son pays quitterait l'Alliance de défense commune (Collective Security Treaty, le fer de lance de la politique militaire russe dans les pays de l'ex-URSS) a-t-il soudainement enterré son ambitieux projet ? Comment se fait-il, encore, qu'il ait déroulé le tapis rouge devant un Vladimir Poutine venu expressément lui parler d'intérêts militaires communs ?

Mais, quelque que soit l'explication, la menace islamique qui plane actuellement sur l'Asie centrale n'en demeure pas moins réelle. Et, de facto, la Russie apparaît aujourd'hui comme le seul allié solide vers lequel les jeunes républiques d'Asie centrale peuvent se tourner en cas d'invasion sur leur flanc sud.

On voit mal, en effet, les Américains ou les forces de l'OTAN qui forment pourtant des cadres militaires en Ouzbékistan dépêcher hommes et matériel dans la région en cas de violation territoriale par des rebelles islamistes. Pour l'instant, l'Occident s'est contenté de signer des accords de pipelines et d'inonder le marché des biens de consommation. Les Américains avaient certes d'importantes visées sur cette région charnière au moment de l'effondrement de l'URSS. Mais ils ont été fondamentalement déçus par l'excès de totalitarisme de ses dirigeants.

Devant des chefs d'Etat jugés trop inflexibles l'occident aurait ainsi réévalué à la baisse son intérêt géostratégique pour la région. Les présidents d'Asie centrale ont parallèlement été exaspérés par les condamnations unanimes de l'Occident, relayées par l'OSCE. Quant à la nature peu démocratique de leurs scrutins. Dans la plupart des élections tenues ces douze derniers mois, aussi bien au niveau parlementaire que présidentiel, l'OSCE a en effet refusé de dépêcher ses observateurs sur le terrain, mettant en avant le manque flagrant de teneur démocratique. Dans un cas comme dans l'autre, les liens avec l'occident se sont donc distendus et la Russie a profité de ce vide pour s'enfiler dans la brèche.

Divergences mises à part, la Russie et les Etats-Unis semblent toutefois avoir trouvé dans le fondamentalisme un ennemi commun. Un ennemi incarné dans l'esprit des Américains, par le terroriste multimillionnaire Osama ben Laden, et, pour le Kremlin, par les forces talibanes. Or, dans les deux cas, le théâtre des événements est l'Afghanistan. On peut donc s'attendre, dans les années à venir, à des manœuvres conjointes entre les deux pays pour tenter de désamorcer l'expansion du terrorisme religieux.

ii) Le théâtre extérieur

La Russie désire de plus en plus intervenir au sein d'une coalition pourvu que le théâtre ne se situe pas dans son étranger proche. Si une subordination à l'ONU est envisageable, la position vis à vis de l'OTAN est beaucoup plus délicate. Dans un éventail de possibilités visant à renforcer la coopération opérationnelle, on pourrait envisager une interface avec

l'UEO par exemple, en vue d'une participation de la Russie aux missions de Petersberg, qu'il s'agisse des GFIM de l'OTAN (c'est-à-dire avec participation des Russes à une opération sous "le contrôle politique et la direction stratégique" de l'UEO et inclusion des moyens de l'OTAN), d'une opération menée par un pays membre de l'UEO ou d'une opération de l'UEO seule. Si celle-ci n'a jamais écarté l'hypothèse d'une participation de pays tiers à ses opérations de maintien de la paix, ce domaine n'a encore guère fait l'objet de planification. Dans la mesure où la Russie pourrait conférer une valeur ajoutée à ces opérations, il serait certainement utile de débattre des modalités précises de sa participation. S'agissant une fois encore du précédent créé par l'IFOR-SFOR, puis par la KFOR, un arrangement spécial a dû être trouvé de manière à permettre aux Russes d'y participer, tout en évitant que le commandant de la brigade russe se trouve sous le contrôle opérationnel direct de l'officier de l'OTAN. Cette formule soulève la question du compromis à trouver dans le cas d'une participation russe à une opération menée par l'UEO, concernant la structure de commandement, le contrôle politique, les mécanismes de consultation et de coordination, etc. Une première mesure, facilitant les étapes ultérieures, serait que Moscou propose d'assigner certains moyens aux missions de Petersberg. Malgré tout, au sein de l'IFOR, de la SFOR ou de la KFOR, il a cependant été nécessaire à la Russie de composer avec l'OTAN, seule entité militaire capable de remplir une mission de ce type.

Dans le cadre de la mission internationale de maintien de la paix en Bosnie, qui a commencé en 1996 avec la création de la Force de mise en œuvre (IFOR), remplacée, depuis, par la Force de stabilisation (SFOR), l'expérience de coopération entre les contingents militaires de la Russie, de l'OTAN et d'autres Etats dans le cadre des forces multinationales en Bosnie-Herzégovine reflète la profonde transformation de la situation militaire et politique en Europe. Cette opération conjointe montre que l'OTAN et la Russie peuvent œuvrer ensemble et poursuivre des objectifs pacifiques par la coopération militaire.

Sur instruction du Président de la Russie et du ministère de la Défense de Russie, un groupe d'officiers de l'état-major des forces armées de la Fédération de Russie s'est rendu au Grand quartier général des forces alliées en Europe (SHAPE) le 15 octobre 1995 afin de définir les critères de participation d'un contingent militaire russe à la Force de mise en œuvre (IFOR) - devenue SFOR - en Bosnie. Pour la première fois dans l'histoire, des officiers du ministère de la Défense de Russie ont travaillé pendant plus d'une année au SHAPE. Le groupe opérationnel du ministère de la Défense de Russie au SHAPE guide le contingent russe en Bosnie-Herzégovine mais constitue également un canal de transmission opérationnel entre le siège de l'OTAN et l'état-major des forces armées russes.

Pour organiser la coordination sur le plan pratique, un mécanisme efficace a été mis en place au niveau du commandement supérieur, au SHAPE. Il permet d'échanger des opinions, de se consulter et de débattre des principales questions liées aux tâches des contingents de Russie et des Etats-Unis en Bosnie-Herzégovine

Les soldats russes participent à des patrouilles et à des préparations au combat communes, à la reconnaissance commune de champs de mines, L'opération **Effort concerté** a montré que les deux adversaires d'autrefois pouvaient œuvrer de concert et poursuivre des objectifs pacifiques par la coopération militaire. Après la signature de la Directive opérationnelle sur la brigade russe, la brigade a rapidement été aéroportée en Bosnie-Herzégovine. Le transport du personnel (soit près de 1500 hommes) a nécessité soixante-quinze sorties aériennes, tandis que les armes lourdes (près de 300 pièces) et les approvisionnements en vrac ont été acheminés par onze trains. Cette brigade est entrée en fonction le 2 février 1996. Lors de la définition de la mission de la brigade, une des questions principales a été celle de son domaine de responsabilité. Elle a été déployée sur une bande de 75 kilomètres de la zone de séparation. Les troupes se trouvent dans ce que l'on appelle le "pouce de Sapna".

Pour bien mettre en avant l'impartialité de la Russie, le quartier-général de l'un des bataillons russes a été installé sur le territoire de la Fédération croato-musulmane, tandis que le quartier général de l'autre bataillon a été installé du côté bosno-serbe. L'extension du mandat de la force multinationale en Bosnie-Herzégovine et le fait que tous les pays qui affectent des troupes à l'IFOR participent à la Force de stabilisation (SFOR) soulignent l'engagement de la Russie. La coopération et l'interaction entre l'OTAN et la Russie dans le cadre de missions conjointes en Bosnie-Herzégovine ont créé un précédent.

Le Partenariat pour la paix (PfP), lancé en janvier 1994 dans le but de favoriser la coopération militaire entre pays membres et non-membres de l'OTAN, est un programme intéressant et tourné vers l'avenir, surtout dans la perspective de l'OTAN. Certains pays membres du PfP le voient comme une salle d'attente avant leur admission dans l'Alliance. La Russie ne pense pas que ce soit là une interprétation acceptable de ce programme. Cependant, selon la Russie, dans le cadre du PfP, le niveau de préparation opérationnelle des contingents de maintien de la paix ne devrait pas être celui de la compagnie ou de la batterie, mais au minimum celui du bataillon.

Des échanges de missions permanentes entre les forces armées russes au SHAPE et celles de l'OTAN au quartier général des forces armées de Russie sont depuis peu à l'ordre du jour de nombreuses rencontres entre représentants des deux parties. Il est évident que si la coopération entre la Russie et l'OTAN doit se renforcer, il faudra mettre en place des structures habilitées permanentes capables d'affronter un large éventail de problèmes de coopération.

Il y a trois ans de cela, très peu auraient cru possible ne serait-ce que de discuter de l'envoi d'officiers de l'OTAN, à titre permanent, au quartier-général des forces armées russes. Or la chose devient tout à fait envisageable et réaliste. Si elle se fait, cela constituera une nouvelle avancée vers une confiance accrue entre l'OTAN et la Russie en s'appuyant sur les accomplissements du groupe opérationnel du ministère de la Défense de Russie au SHAPE.

Cependant, la question d'une mission militaire permanente est de nature plus politique que militaire, et la décision appartient aux hommes politiques.

Comme il a déjà été indiqué à plusieurs reprises au plus haut niveau, l'élargissement de l'OTAN demeure l'obstacle majeur à une coopération élargie, car il va à l'encontre des intérêts nationaux de la Russie. Il ne va pas non plus dans le sens de l'objectif suprême du renforcement de la sécurité et de la stabilité en Europe. L'élargissement de l'OTAN, s'il a lieu, créera une situation géopolitique fondamentalement nouvelle qui risque d'entraîner une révision totale des politiques de sécurité. Si la Russie reste en dehors du système de sécurité qui émergera sur le continent, la menace d'une nouvelle division de l'Europe deviendra réalité.

Tout au long de la crise des Balkans, la Russie n'a eu de cesse que de soutenir la RFY partageant avec l'orthodoxie, le slavisme et l'écriture cyrillique. La Russie est présente au sein de la SFOR et s'est imposée par la force à l'OTAN et à la KFOR lors de la prise de contrôle de l'aéroport de Pristina ;

Maintenant, la Russie déclare non seulement vouloir rétablir la paix mais aussi préserver la paix dans la RFY elle-même. La Yougoslavie demande fréquemment une alliance entre elle et la fédération de Russie. Cet appel avait déjà reçu un écho favorable pendant la phase d'agression aérienne au printemps 1999. La république de Bélarus s'était elle aussi montrée très enthousiaste devant cette éventualité et s'est déclarée prête à une alliance tripartite.

La dernière demande yougoslave a été faite par le vice-premier ministre serbe au mois de janvier 2000. Il déclare vouloir prévenir une nouvelle division de la Yougoslavie.

Le général Georgui Chpak, commandant en chef les troupes aéroportées russes a déclaré : « *Il faut que la Russie ait des bases militaires en Yougoslavie pour le maintien de la paix dans le territoire* ».

Les observateurs pensent que la Russie voudrait que ses bases soient à la fois près du territoire kosovar pour qu'un équilibre militaire s'établisse avec l'OTAN, et près de Belgrade ainsi que de la frontière monténégrine si son gouvernement refuse de créer des bases sur son territoire.

Des sources serbes non vérifiées ont affirmé que le ministre russe de la Défense, le maréchal Igor Sergueïev, a signé un accord durant sa dernière visite à Belgrade, accord qui consiste à envoyer des avions modernes et des missiles russes en Yougoslavie. Certains considèrent cet envoi comme les prémices à l'établissement des bases militaires russes en Yougoslavie.

3) LES OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX : QUELLE DOCTRINE ?

i) Rétablissement de la Paix vs Maintien de la Paix

La Russie a été parmi les premiers pays à prôner ouvertement le rétablissement de la Paix en lieu et place du maintien de la paix. Partant

du principe qui dit que si un pays est en paix il n'a pas besoin de troupe de maintien de la paix et par conséquent s'il faut des troupes d'interposition il n'y a plus de paix, la Russie n'hésite pas, dans son espace proche à imposer la paix. En effet, les dirigeants russes utilisent dans ce contexte davantage le terme *mirotvorcheskiye operatsii* (opérations de "rétablissement de la paix" ou d'"instauration de la paix") que celui de *operatsii po poderzhaniyu mira* (opérations de maintien de la paix). La fonction de "rétablissement de la paix", synonyme de fermeté, voire de contrainte, peut comporter une part importante de coercition. Elle mérite d'être analysée en profondeur si les Etats occidentaux veulent être cohérents dans leur plaidoyer en faveur de normes internationales de conduite pour la gestion des conflits sur le territoire de l'ex-Union soviétique. Mais ces principes sont actuellement mis en cause par l'"opposition" militaire, qui s'appuie sur les programmes précédents élaborés par les officiers d'état-major des forces armées communes de la CEI en 1992-1993 (avant que l'état-major commun ne soit rétrogradé au rang d'organisme de coordination militaire en juillet 1993). Ces officiers (russes pour la plupart) avaient été chargés de planifier la structure des forces communes de la CEI pour la "prévention des conflits locaux", conformément aux décisions du sommet de la CEI à Tachkent en 1992. Ce faisant, ils ont toutefois eu tendance à confondre ces forces - essentiellement destinées à des opérations de faible intensité et à diverses missions de sécurité intérieure - avec les forces prévues pour le "maintien de la paix". En d'autres termes, les "forces de prévention des conflits locaux" se sont vues assigner un rôle de combat et la mission de maintien de la paix a été intégrée à tout l'éventail des conflits. De cette façon, les "forces de maintien de la paix" seraient fusionnées avec les "forces de réaction immédiate" et, si l'escalade du conflit le justifiait, avec les "forces de réaction rapide" actuellement mises sur pied par la Russie.

Certains officiers russes continuent à prôner l'intégration des forces assignées au combat et de celles affectées au maintien ou à l'imposition de la paix, autrement dit l'élimination de la distinction essentielle entre ces deux fonctions. Ce genre de théorie commence à influencer la planification militaire russe concernant les crises dans "l'étranger proche" si l'engagement de plus en plus poussé et essentiellement russe au Tadjikistan devait franchir de nouveaux seuils sur le plan militaire.

(1) *Formation, structure et rôle : le point de vue dominant*

Un point de vue, qu'il faut considérer comme quasiment officiel, est celui défendu par le centre de formation des unités dans le domaine du rétablissement, du maintien et de la consolidation de la paix, qui a été créé par le ministère russe de la Défense à Totskoye, dans la région militaire de la Volga, sur la frontière méridionale entre la Russie et le Kazakhstan. La 27e DIM de la garde constitue une division de maintien de la paix sous la conduite du premier commandant adjoint de la région militaire de la Volga.

Des unités de la taille d'un bataillon de cette division ont déjà opéré en Ossétie du Sud en Transnistrie, en Ex Yougoslavie et en Tchétchénie. Les bataillons dotés d'une nouvelle structure organique formés à partir de cette division ne sont équipés que d'armes légères, de véhicules blindés de transport de troupes (VTT) et de camions de transport de troupes. Ils ne disposent ni d'artillerie, ni de chars et d'armes de défense aérienne, mais ils pourraient être appuyés par une réserve d'artillerie, d'hélicoptères et d'avions spécialement constituée pour la poursuite des "formations armées illégales".

Le programme de formation des soldats appartenant aux bataillons des forces de maintien de la paix comprend l'établissement de contacts entre les belligérants dans une région de conflit, la surveillance de la circulation des véhicules, la sécurité et les transmissions, la mise en œuvre de points de contrôle et de patrouilles. Sur le terrain, les forces de maintien de la paix sont censées chercher à séparer les belligérants dans une région de conflit et à établir des zones démilitarisées.

Contrairement aux pratiques habituelles des Nations unies en matière de maintien de la paix, ces "soldats de la paix" russes sont prêts à séparer par la force les belligérants avant l'instauration d'un cessez-le-feu. Leur mission, telle que la définit le général Chapovalov, inclut "la poursuite, l'arrestation ou l'anéantissement par le feu, de groupes ou d'individus qui ne respectent pas les règles d'une situation donnée". Le sentiment est que les forces russes exercent de très fortes pressions sur les belligérants pour qu'ils parviennent à un accord.

(2) *Formation, structure et rôle : d'autres points de vue*

Cette position quasi officielle (à ce jour tout au moins) sur la formation, la structure et le rôle des forces russes de maintien de la paix a été critiquée par certains officiers russes, partisans d'une fermeté encore plus grande pour les actions de maintien de la paix ou, en réalité, d'imposition de la paix. Ces thèses pourraient avoir la faveur de personnalités de premier plan telles que les généraux Boris Gramov et Mikhaïl Kolechnikov. Par exemple, le lieutenant-colonel G. Zhilin de la région militaire de la Volga fait état de l'opération d'imposition de la paix en Transnistrie où la 14^e armée russe a mis un terme aux affrontements qui ensanglantaient la ville de Bendery, avant la mise sur pied des unités officielles de maintien de la paix. Il affirme notamment que "des frappes surprises, précises, puissantes, préemptives, ainsi que la disponibilité de réserves mobiles de forces blindées ont contraint les instigateurs du conflit militaire à s'asseoir à la table des négociations". G. Zhilin dénonce la décision de créer des bataillons légers de maintien de la paix qui ne sont pas dotés d'une réserve d'artillerie et de forces mobiles. Avec le lieutenant-général Alexandre Lebed (le commandant controversé de la 14^e armée de Moldova), il soutient que la détermination à agir de façon décisive et une supériorité absolue des forces suffiront à dissuader les opposants aux "forces de maintien de la paix" et à briser leur volonté.

Il ressort de cette analyse que "les casques bleus doivent être dotés d'un véritable pouvoir" : ils doivent être appuyés par une force de frappe puissante composée de groupes d'artillerie longue portée, d'hélicoptères de combat et d'avions d'attaque au sol, et être dotés d'une réserve mobile de forces tactiques blindées ou mécanisées. Dans cette perspective, une division de forces de maintien de la paix (dans le cadre des forces russes de réaction rapide) peut compter douze bataillons d'infanterie motorisée, dont quatre pourraient être des bataillons "lourds", c'est-à-dire dotés de chars et de véhicules de combat d'infanterie. Si l'on inclut les éléments supplémentaires d'appui, cette structure est comparable à une division américaine mécanisée.

Les régions militaires de la Volga et de l'Oural forment la principale base de déploiement des Forces mobiles : celles-ci doivent en effet être situées au cœur de la Russie et être transportables par voie aérienne vers toute zone menacée. Dans un premier temps, la Russie a affecté à ses opérations de maintien de la paix une division spéciale de la région militaire de la Volga (la 27^e division d'infanterie motorisée (DIM) redéployée en 1992 après son retrait d'Allemagne de l'Est), dont certaines unités ont déjà effectué ce type de mission.

ii) Néo-impérialisme russe ou maintien de la paix ?

Que signifient exactement les prétentions de la Russie qui, depuis le printemps 1993, estime que les Républiques ex-soviétiques se trouvent dans une "zone d'intérêt et de responsabilité particulière" pour la Russie ? Quel type de "pouvoirs spéciaux" la Russie souhaite-t-elle voir la communauté internationale lui conférer pour traiter les conflits en ex-URSS ? Dans quelle mesure ces prétentions reflètent-elles les attentes militaires de la Russie dans son étranger proche ?

L'argumentation officiellement adoptée par la Russie pour demander des pouvoirs spéciaux en ex-URSS se fonde sur les points suivants : étant donné la discrimination dont souffrent les Russophones vivant hors de la fédération russe, la Russie a le devoir de les protéger ; c'est vers la Russie que des milliers de personnes victimes de conflits inter ethniques tournent leurs espoirs ; les conflits se produisant à la périphérie russe menacent de "mettre le feu à la Russie elle-même" ;

Dans la pratique toutefois, de telles demandes peuvent être utilisées pour justifier une forme d'intervention russe se bornant à geler le conflit en question et présentant la Russie comme indispensable pour régler ce conflit. La question fondamentale est de savoir si cette retombée, qui donne à la Russie un important moyen de pression sur l'Etat ou les Etats concernés, et les différentes demandes faites par Moscou pour être le principal intervenant, donne à la Russie le prétexte et l'encouragement nécessaires pour élargir son programme stratégique. Les forces russes de maintien de la paix pourraient-elles de plus, dans certaines conditions, se transformer en forces d'occupation ?

En fait, le commandement militaire russe identifie clairement certains intérêts militaro-stratégiques de l'Etat à l'extérieur des frontières russes, pour lesquels il serait souhaitable d'avoir un système de bases avancées et des accords militaires avec de nombreuses Républiques ex-soviétiques. C'est ce qu'a suggéré, par exemple, le ministre de la Défense, P. Gratchev, lorsqu'il a reconnu que "la côte caucasienne de la mer Noire et la zone où [les] troupes [russes] sont stationnées [Batoumi et Gudauta] est une région stratégiquement importante pour l'armée russe", que la Russie "doit prendre toutes les mesures nécessaires pour y garantir le maintien de [ses] troupes, sinon [elle perdra] la mer Noire. C'est sur cet argument que se fonde l'accord conclu par la Russie et la Géorgie concernant le maintien des bases militaires russes en Géorgie. Les bases dépendant de celle de Batoumi, qui se situent à Soukhoumi, Poti et Gudauta, permettent à la Russie de contrôler l'ensemble de la côte géorgienne de la mer Noire. De même, la 127^e division, qui reste en Arménie, joue le rôle de base militaire Russe alors que le Tadjikistan est sous la protection de 20 000 gardiens de la Paix et que depuis l'accord de l'été 1999, la Russie possède même une base sur la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan. L'intention d'aménager un réseau de bases avait été confirmée par un décret présidentiel publié au début du mois d'avril 1994. Ce projet de bases de l'avant dans le cadre de '*baux emphytéotiques*' soulève une question essentielle :

Les dirigeants russes acceptent-ils que les frontières nationales soient celles de la Fédération de Russie ?

Ou est-ce que le concept de "frontières russes étendues" coïncidant avec les anciennes frontières soviétiques - corollaire naturel de la mouvance "néo-impérialiste" - influence désormais la pensée officielle à Moscou ?

La clé de voûte de ce système de frontières étendues est un mémorandum d'accord intitulé "Coopération en matière de protection des frontières extérieures de l'Etat", et signé en décembre 1993 par la Russie ainsi que par tous les Etats d'Asie centrale membres de la CEI.

Une telle éventualité corrobore la description de la frontière tadjike faite par Boris Eltsine, qu'il considère comme étant "par essence la frontière de la Russie".

Si les dirigeants russes adoptent véritablement une politique néo-impérialiste en maintenant autoritairement la paix et une attitude reflétant l'adage "diviser pour régner" dans les Etats ex-soviétiques, il est impossible pour bon nombre de ces Etats en Asie centrale et en Transcaucasie de ne pas compromettre leur souveraineté au moment de prendre des décisions majeures en matière de politique militaire et étrangère. Par contre, on peut affirmer que, si les Russes n'avaient pas fourni une aide militaire massive pour maintenir ou imposer la paix, la souveraineté de certains de ces Etats méridionaux aurait fatalement été lézardée par les conflits ethniques sur leurs territoires.

iii) Quelle légitimité ?

D'après la Russie, son engagement au regard de la stabilité dans les régions de l'étranger proche est étroitement lié à ses intérêts nationaux et ce, à deux niveaux. Tout d'abord, vu la forme qu'il revêt, cet engagement tend à assurer la présence et l'influence stratégiques de la Russie. Deuxièmement, il est lié à la question spécifique de la diaspora ethnique et culturelle russe. Indépendamment de la pensée militaro-stratégique de la Russie, la présence de communautés de Russes d'origine et de non-Russes "russifiés" dans de nombreuses zones de crise de l'ex-URSS rend, dans la pratique, très difficile pour Moscou de conserver une présence neutre. Or le fait de lier le maintien de la paix et la protection des minorités russophones menace l'identité nationale de bon nombre d'Etats nouvellement indépendants.

Un tel raisonnement montre le fossé qui existe entre la vision russe du maintien de la paix et la position de la communauté internationale au sens large. En fait, quelle que soit la polémique sur les principes de maintien de la paix, si les Russes s'efforcent d'obtenir un mandat des Nations unies pour leurs activités de maintien de la paix, c'est peut-être autant pour des motifs financiers que parce qu'ils veulent recevoir l'approbation internationale.

Dans un tel contexte, il n'est pas surprenant que l'engagement terrestre des Nations unies dans les crises déstabilisant les Etats ex-soviétiques ait jusqu'ici été mineur et se soit surtout limité à la Géorgie. La première mission militaire envoyée par l'instance mondiale dans les Etats successeurs de l'Union soviétique a été un groupe d'observateurs, créé en août 1993 (Résolution 858) pour surveiller pendant six mois le cessez-le-feu entre la Géorgie et l'Abkhazie (l'envoi d'une mission de 88 observateurs a ensuite été approuvé) 1994.

Depuis la réunion de Rome en 1993, les diplomates russes ont insisté pour que la nature du maintien de la paix autorisé par la réglementation de la CSCE (interdisant, par exemple, le recours à des mesures coercitives) soit interprétée de façon plus souple. En février 1994, le chef de la délégation russe à la CSCE, Vladimir Chuchtov, a demandé que l'on recoure à des opérations de maintien de la paix de "tierces parties". De telles opérations seraient entreprises, sur l'initiative et avec le financement de la CSCE, par un seul Etat ou par un groupe d'Etats appartenant à une organisation régionale, agissant sous la bannière de la CSCE, mais seulement avec un engagement limité de la CSCE. Cette demande fait suite aux déclarations de la Russie, selon lesquelles Moscou n'est pas réellement tenu, au plan juridique, de demander un mandat des Nations unies pour de telles opérations. En 1994, La Russie a rejeté l'idée de placer l'activité russe sous le contrôle des observateurs de la CSCE, sapant ainsi les efforts entrepris pour conférer à la CSCE un rôle de médiateur entre belligérants. Cela a laissé l'impression d'une Russie cherchant de plus en plus à légitimer ses initiatives unilatérales.

Mais il est difficile d'imaginer une politique de sécurité qui réglerait les conflits survenant dans la CEI, sans tenir compte de la Russie.

Malgré tout, les occidentaux ne doivent pas accepter la définition vague faite par les Russes du "maintien de la paix" ! Deux situations peuvent être envisagées :

⌘ Soit La Russie a indubitablement un intérêt authentique à régler les conflits et à consolider les cessez-le-feu dans les Etats voisins de la CEI.. Dans de tels cas, l'appui occidental, notamment l'appui financier, pourrait être offert de façon sélective pour ces opérations. Cet appui devrait dépendre de la permanence de l'engagement de la Russie/CEI vis-à-vis des principes généraux formant le cadre de la mission de maintien de la paix, et de l'application d'un code agréé supplémentaire sur la conduite du maintien de la paix sur le terrain.

⌘ Pour d'autres conflits, il se pourrait néanmoins que la Russie ait l'intention de poursuivre d'importants objectifs politiques ou stratégiques dans la région, ce qui suggère que toute opération de maintien de la paix de la Russie/CEI aboutisse à la consolidation de la mainmise des Russes sur les affaires internes et externes des Etats régionaux les plus vulnérables. Dans de tels cas, l'appui occidental aux actions russes devrait, de toute évidence, être suspendu et il faudrait qu'une influence diplomatique et économique soit exercée sur Moscou afin qu'il conduise une politique plus équitable et compatible avec les normes des instances internationales, celles de la CSCE entre autres.

Il est vrai que, depuis le printemps 1994, les porte-parole russes ont adopté une attitude plus ferme en alléguant qu'ils n'avaient nul besoin d'un mandat des Nations unies ou de la CSCE, ou d'une approbation internationale supplémentaire pour leurs opérations de maintien de la paix sur le territoire de la CEI. Aux yeux de Moscou, la CEI, en tant que structure régionale, peut fournir au niveau international, l'autorité légale nécessaire pour le maintien de la paix.

Malgré cette défiance, le désir de la Russie de devenir un partenaire responsable au sein d'un G8 "politique" et son insistance pour que des institutions étroitement liées améliorent la sécurité dans la région eurasiennne sont autant d'éléments incitant à penser que Moscou continuera d'accorder un intérêt considérable aux positions de l'ONU et de la CSCE en matière de maintien de la paix.

V. LA GUERRE EN TCHETCHENIE

Le conflit de Tchétchénie est en cours, mais on peut en dégager l'application d'orientations politico-stratégiques : après le fiasco de la première guerre, les Russes, confrontés à une situation économique catastrophique et à une société en déliquescence, tentent de retrouver leur splendeur passée dans la conduite de cette guerre. Après avoir essayé d'obtenir l'adhésion de la population russe et la bienveillante

neutralité de l'occident, les Russes ont été obligés d'employer des méthodes radicales proche de la barbarie. A l'heure actuelle, il semblerait que la situation en Tchétchénie soit sous contrôle. Mais, le spectre de l'Afghanistan n'est pas loin...

1) GENESE D'UNE SITUATION CONFLICTUELLE

Intégrés dans la Russie au XIX^e siècle, les Tchétchènes se sont souvent opposés aux Russes. Durant la période soviétique, ils font d'abord partie de la république autonome du Daghestan. Une République autonome tchétchène-ingouche est créée en 1936. En 1944, celle-ci est supprimée et n'est rétablie que le 12 février 1957. Lors du recensement de 1989, la République tchétchène-ingouche comptait 1 270 000 habitants dont 734 000 Tchétchènes, 164 000 Ingouches et 294 000 Russes. Comme dans toutes les républiques d'U.R.S.S., le putsch raté d'août 1991 dirigé contre Mikhaïl Gorbatchev a des répercussions en République tchétchène-ingouche. Le 13 octobre, le comité exécutif du Congrès national du peuple tchétchène, dirigé par le général de nationalité tchétchène Djokhar Doudaev, prend le pouvoir à Grozny et décide d'organiser l'élection d'un président et d'un Soviet suprême. Djokhar Doudaev est élu président le 27 octobre. Il déclare au cours de la campagne électorale que, en cas d'activités agressives de la Russie contre le peuple tchétchène, «celle-ci perdrait pour longtemps une vie tranquille», car «la Tchétchénie est le centre de trois siècles d'opposition entre le Caucase et la Russie». Par son premier décret, il proclame la souveraineté de la République à compter du 1^{er} novembre 1991. L'élection du 27 octobre est considérée comme nulle par les autorités fédérales russes. Un décret du président Eltsine (7 nov.) instaurant l'état d'urgence dans la République tchétchène-ingouche est rapporté quatre jours plus tard par le Soviet suprême de la république socialiste fédérative soviétique de Russie qui «souhaite poursuivre le règlement de la crise, non pas par la voie de mesures d'exception, mais par des moyens politiques». Pendant plus de deux ans et demi, le pouvoir fédéral tolère la sécession de fait de la Tchétchénie. Une République ingouche est créée en 1992. Les autorités fédérales hésitent quant à la politique à tenir à l'égard de la Tchétchénie. Ainsi, les régiments de l'armée russe quittent le pays, au printemps de 1992, mais y laissent leurs armes, y compris les armements lourds. La République tchétchène, de même que le Tatarstan, ne signe pas le traité fédéral en mars 1992. En janvier 1993, une délégation parlementaire et gouvernementale russe conclut avec une délégation du Soviet suprême de la République tchétchène un protocole sur la délimitation des compétences entre les organes d'Etat de la fédération de Russie et ceux de la République tchétchène, qui devait être la base du traité correspondant, mais le document est désavoué par Doudaev. La République tchétchène n'organise pas le scrutin du 12 décembre 1993 pour l'adoption de la Constitution de la fédération de Russie et pour l'élection des députés à l'Assemblée fédérale.

La Constitution fédérale fournit une base pour régler les litiges restés en suspens.

Le 25 mars 1994, la Douma d'Etat charge le gouvernement de mener des consultations avec les organes représentatifs du pouvoir ainsi qu'avec tous les mouvements politiques de la République tchétchène. Mais la Tchétchénie se veut Etat indépendant et ne peut donc rétablir des relations avec la Russie que sur la base d'un traité entre Etats, ce que la Russie ne peut accepter.

L'opposition réunit le 4 juin 1994 un Congrès du peuple tchétchène qui élit un Conseil provisoire jusqu'à la tenue d'élections démocratiques.

Le 1^{er} août, ce Conseil provisoire, avec le soutien du gouvernement fédéral, déclare «prendre l'intégralité du pouvoir d'Etat dans la République tchétchène» et démettre de ses fonctions Djokhar Doudaev.

Le 10 août, ce dernier décrète la mobilisation générale.

Le 26 novembre 1994, l'opposition engage une action armée contre la capitale Grozny, qui échoue. Les présidents des républiques et des régions voisines de la Tchétchénie s'adressent alors au président Eltsine, «garant de la Constitution de la fédération de Russie, des droits et libertés de l'homme et du citoyen», en lui demandant «d'arrêter le conflit sanglant en Tchétchénie et de prendre toutes les mesures pour assurer l'ordre constitutionnel, la protection des droits et des intérêts légitimes de citoyens et des plus importants d'entre eux, les droits à la vie et à la sécurité».

Le 29 novembre, Boris Eltsine réunit le Conseil de sécurité, car il souhaite «prendre la décision finale à propos de la situation en République tchétchène [...]. En considérant que c'est une république de la fédération de Russie, nous ne pouvons rester à côté de cette effusion de sang». Le lendemain, il fixe au 1^{er} décembre à 6 heures le début des mesures pour rétablir la légalité constitutionnelle et l'ordre juridique en République tchétchène et crée un groupe de direction des actions pour désarmer et liquider les formations armées, introduire et soutenir le régime de l'état d'urgence sur le territoire de la République tchétchène, dirigé par le ministre de la Défense Pavel Gratchev.

Le 1^{er} décembre expire l'ultimatum adressé par Moscou aux belligérants tchétchènes.

Le 9, Boris Eltsine signe un décret qui autorise le gouvernement à user de «tous les moyens» pour rétablir l'ordre constitutionnel en Tchétchénie. Le 11 décembre, le président Eltsine annonce à la population que l'armée russe entre en République tchétchène. Les troupes russes pénètrent dans la République indépendantiste où elles rencontrent une résistance inattendue. L'intervention suscite les critiques de l'opinion et d'une partie de la classe politique russes ainsi que des capitales occidentales. Grozny est bombardée, mais les assauts russes contre la capitale tchétchène échouent.

Le 6 janvier 1995, Boris Eltsine charge le Premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, d'engager des négociations avec les indépendantistes

tchéchènes. Mais, le 17, il affirme son refus de négocier avec Djokhar Doudaev.

Le 19 janvier, les troupes russes investissent le palais présidentiel de Grozny abandonné par Djokhar Doudaev. Les combats s'étendent à l'ensemble de la République.

Le 30, Moscou décide d'instaurer une administration directe en Tchétchénie.

Le 16 février, le président Eltsine reconnaît les lourdes pertes et les violations des droits de l'homme en Tchétchénie, qu'il attribue à l'impréparation de l'armée.

Le 21, les blindés russes encerclent totalement Grozny. Dans le courant du mois de mars, les forces russes prendront le contrôle des grandes villes de la République. Les rebelles se replient dans les montagnes.

Le 26 avril, Boris Eltsine signe un moratoire sur les opérations militaires en Tchétchénie, dans la perspective des cérémonies du cinquantième anniversaire de la capitulation nazie, qui doivent se dérouler notamment à Moscou. Celui-ci n'est pas respecté.

Le 14 juin, un commando tchéchène dirigé par Chamil Bassaev investit la ville de Boudenovsk, à une centaine de kilomètres au nord de la république de Tchétchénie, dans le but d'obtenir la fin des combats qui opposent les troupes russes aux forces indépendantistes. Le commando se replie dans l'hôpital où il retient un millier de personnes en otage et résiste, le 17, à l'assaut des forces russes.

Le 18, Viktor Tchernomyrdine accepte les conditions des Tchétchènes : il promet un cessez-le-feu en Tchétchénie, l'ouverture de négociations et un sauf-conduit aux membres du commando.

Le 19, le commando quitte Boudenovsk tandis que des négociations s'engagent à Grozny, sous l'égide de l'O.S.C.E.

Le 30 juillet, les belligérants russes et tchéchènes parviennent à un accord militaire qui prévoit un retrait partiel des troupes russes et le désarmement par étapes des indépendantistes. Un début d'application lui sera donné le 16 août.

Le 9 octobre, à la suite de l'attentat qui a grièvement blessé le général Anatoli Romanov, commandant en chef des forces russes en Tchétchénie, Moscou suspend le retrait de ses troupes. Les combats reprendront progressivement à la fin de l'année, à l'occasion des élections législatives.

Le 9 janvier, un commando tchéchène dirigé par Salman Radouev investit Kizliar, une ville du Daghestan proche de la frontière avec la Tchétchénie, et se retranche dans l'hôpital avec 2 000 otages. Ils réclament l'arrêt de l'intervention russe en Tchétchénie. Le repli des rebelles vers leur république s'achèvera le 24 avec la libération des otages, malgré la tentative de l'armée russe de couper leur retraite.

Le 4 février, plus de 35 000 Tchétchènes se rassemblent à Grozny pour réclamer le départ des troupes russes. Un millier de personnes continuent de manifester sur place jusqu'au 11.

Le 21 avril, alors que les combats et les bombardements redoublent en Tchétchénie, le «président» Djokhar Doudaev est tué. Le «vice-président» Zelimkhan Iandarbiev, un idéologue, lui succède.

Le 10 juin, les négociations entamées le 4 à Nazran, en Ingouchie, aboutissent à la signature d'un accord de paix en Tchétchénie, après l'accord de cessez-le-feu entré en vigueur le 31 mai

Le 9 juillet, les bombardements reprennent en Tchétchénie.

Le 6 août, les Tchétchènes engagent une offensive contre la capitale, Grozny, qu'ils contrôlent rapidement.

Le 31 août, au terme d'une partie de bras de fer entre le général Lebed, nommé le 10 représentant spécial du président Eltsine en Tchétchénie, et les responsables militaires russes, un accord de paix est signé, au Daghestan, entre le secrétaire du Conseil de sécurité et le chef militaire tchétchène Aslan Maskhadov. Le texte prévoit le retrait des forces russes et l'organisation d'élections libres, et repousse la définition du statut de la république au 31 décembre 2001, tout en reconnaissant le droit à l'autodétermination des Tchétchènes.

Le 23 novembre, le chef de l'Etat ordonne le retrait total des forces russes de Tchétchénie – l'accord d'août prévoyait que deux brigades devaient rester stationnées dans la république sécessionniste.

Le conflit qui a débuté en décembre 1994 a causé la mort de 40 000 à 60 000 Tchétchènes et celle de 5 000 à 10 000 soldats russes. L'accord est vivement critiqué à Moscou.

2) LA GUERRE DE TCHETCHENIE : GUERRE COLONIALE OU DEFENSE DES INTERETS ?

Pour les Tchétchènes qui historiquement se sont toujours opposés à Moscou, cette guerre est une guerre de libération. Coté russe, on considère la Tchétchénie comme une terre russe. Elle fait partie de la République de Russie et Moscou n'a jamais reconnu l'indépendance proclamée en 1996. La Tchétchénie n'étant plus alimentée financièrement par Moscou, la reconstruction suite à la première guerre étant totalement anarchique, cette république a été laissée entre les mains des chefs de guerre reconvertis en chefs de clans mafieux. Les perspectives de mettre la main sur le pétrole russe aiguissent les appétits. Cette république est sans loi et les provenances de ses ressources sont dans l'ordre d'importance, la rançon suite à enlèvement, le trafic de drogue, le racket et la prostitution organisée par la Diaspora. L'Europe occidentale voit déferler sur elle un flot de délinquants originaires de Tchétchénie.

Faisant suite aux plaintes des occidentaux pour qu'elle assure la sécurité des représentants étrangers (ONG, médias, etc.) et profitant de la perspective des élections de la Douma en automne 1999 et des élections présidentielles au 2^{ème} semestre 2000, Boris Eltsine a choisi d'attendre le premier prétexte pour s'attaquer au problème tchétchène par la force.



Carte VI : Tchétchénie

Il semble cependant que l'on assiste, pour l'instant, à la résurgence du concept de *guerre limitée* (ou *guerre locale*, ou encore *petite guerre*) : un concept souvent utile pour justifier une politique d'endiguement, éventuellement liée à une attitude de non-intervention, ou à contrario d'intervention unilatérale sans regard d'un état ou groupe d'état tiers sur la conduite du conflit.

La question est pourtant loin d'être tranchée. La nouvelle situation remet en cause les traditionnels postulats stratégiques et exige un réexamen des anciennes définitions. Le concept même de *guerre limitée*, qui donne lieu à de nombreuses interprétations, évolue rapidement

Au sens traditionnel du terme, la *guerre limitée* sous-entend que l'un ou la totalité des protagonistes impose des limites aux objectifs, aux armes ou aux tactiques spécifiques à leur disposition (armes chimiques ou nucléaires, bombardements massifs des populations civiles, par exemple). La guerre sera donc limitée par des considérations non opérationnelles.. Plus récemment, toutefois, d'autres contraintes se sont imposées : ne pas tuer les civils, éviter de faire un grand nombre de victimes dans ses propres rangs, conclure rapidement les opérations. Cette évolution confirme les théories de Clausewitz, selon lequel toutes les guerres pourraient à juste titre être considérées comme *limitées* puisque aucun

combattant ne saurait ignorer les limites liées à ses propres intérêts et à son attitude traditionnelle.

Le concept traditionnel (essentiellement soviétique) de *guerre locale* n'est pas lié à l'intensité du conflit, qui peut gravir tous les échelons, mais indique que la guerre se limite géographiquement à une région ou à un théâtre des opérations. Les stratèges des années napoléoniennes ont appelé *petites guerres* les opérations de forces irrégulières et de partisans, pouvant être soit indépendantes soit intégrées aux forces régulières. Mais cette forme de guerre partisane a généralement été considérée comme défensive (essentiellement un combat des populations contre une armée d'invasion pour interrompre les voies de communications et désorganiser les structures logistiques, le contrôle du territoire, les plans de déploiement et de concentration des forces, etc.). Le scénario des nombreux conflits à l'intérieur du Caucase est très semblable, mais d'autant plus compliqué que ces conflits impliquent automatiquement la Russie et la Turquie.

3) PRINCIPES STRATEGIQUES MIS EN ŒUVRES

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les Russes ne mettent pas en œuvre une stratégie de finesse. C'est plutôt la stratégie du rouleau compresseur et du marteau-pilon !

i) S'assurer le soutien de l'opinion

Le fondement même de l'intervention Russe est largement expliqué à la population. L'argumentation Russe pour justifier la guerre repose sur deux données. La première est de préserver l'intégrité du territoire face à la volonté sécessionniste, la seconde est d'extirper toutes les racines du terrorisme.

Dans la guerre qu'elle mène en Tchétchénie, l'armée russe veut donner une image plus moderne d'elle-même, d'où une opération de communication inspirée des briefings de l'OTAN pendant les frappes sur la Yougoslavie. Cela va jusqu'à annoncer les pertes russes (sous-estimées bien sûr). Le sens de la vie n'a tout de même pas un poids identique sur les rives de la Moskova et sur les bords du Potomac. Au bout de deux mois de conflit, les Russes s'enorgueillissaient de n'avoir à déplorer que 200 morts. De plus, il n'y a pas de jeunes appelés inexpérimentés sur le terrain ; il n'y a que des volontaires et des professionnels dont le traitement promis est de 1000 dollars par mois. L'impact sur l'opinion publique est donc moindre surtout au regard de la première guerre de Tchétchénie qui avait été perdue autant moralement que militairement. La population civile russe est donc relativement épargnée par les événements.

Par contre, dans les républiques voisines et en particulier dans l'oblast de Stravopol, la Russie fait appel à la population locale en valorisant les troupes cosaques de cette région. Quelques milliers d'hommes participent à des milices d'autodéfense. L'ataman de Stravopol, chef des cosaques se félicite que les autorités permettent à ses hommes d'assister la police. La classe politique et les médias sont dans l'ensemble favorables à l'intervention et démontrent une certaine union sacrée ; Anatoli Tchoubaï, ex premier vice-premier ministre a ainsi déclaré : « Nous assistons à la renaissance de l'armée russe, à l'affirmation de la foi en l'armée ». Même Alexandre Soljenitsyne soutient la guerre en Tchétchénie.

Cependant, les premiers soldats morts et les premiers 'dommages collatéraux' ont commencé à lézarder le soutien de l'opinion, en particulier international. Ainsi, deux des principaux généraux ont été limogés par le président Poutine et ont ainsi été désigné à la vindicte populaire pour assumer les revers et les pertes de l'armée russe.

Dans un sondage réalisé entre le 28 et le 31 janvier, 67% des 1800 personnes interrogées se sont déclarées en faveur de la poursuite des actions offensives ; 27% se sont prononcées pour l'option des négociations.

Si l'opinion internationale s'est plutôt montrée compatissante à la suite des attentats, bien vite des voix se sont fait entendre pour pousser les Russes à une solution négociée. C'est pourquoi, devant les menaces de sanctions économiques, la Russie s'est montrée prête à faire quelques concessions. Cependant, rappelant l'intangibilité de ses frontières, la Russie s'est montrée franchement hostile à toute médiation extérieure. La Russie n'étant pas la Serbie, les dirigeants occidentaux n'ont jusqu'à présent fait preuve que de gesticulations ! Quelques humanistes s'émeuvent devant la barbarie et les méthodes radicales des armées russes, mais, dans son ensemble, la classe politique occidentale est impuissante. Ce qui change depuis la chute de Grozny, c'est le réveil de l'intelligentsia qui récuse les méthodes barbares employées.

ii) Maîtriser l'information

Vladimir Poutine et son ministre de la Presse, Mikhaïl Lessine dictent ouvertement aux journalistes les modalités d'interprétation de l'intervention russe. La guerre actuelle est une tentative avouée d'intoxication des citoyens par le patriotisme, afin de leur ôter toute envie de penser. L'échéance de l'élection présidentielle est proche ! Jusqu'au début de l'année 2000, les reportages télévisés sur le terrain n'ont pas montré un seul cadavre de soldat ni un seul civil blessé. Par contre, des chiffres d'une précision extrême sont fournis par les organes de presses de l'armée russe. De toute façon, seuls les journalistes accrédités peuvent se rendre sur le théâtre.

Afin de camoufler les premières déconvenues, Moscou a proclamé une trêve à l'occasion du Noël orthodoxe et de la fin du ramadan pour mieux dénoncer la *'couardise des bandits qui ne respectent rien'*

Les Russes ont rapidement entrepris d'éditer un quotidien, *La Tchétchénie Libre* dont la rédaction est située dans un quartier militaire et rapporte à longueur de colonne les exactions des bandits.

Non seulement, les médias ne sont pas libres de couvrir le conflit, mais tout journaliste entretenant des contacts avec les tchétchènes est considéré comme ennemi. Ainsi, le 16 janvier, le journaliste Babitski a été arrêté par les forces spéciales russes. Depuis, il n'a pas été revu. Cet incident pousse les journalistes démocrates russes à se mobiliser pour dénoncer les exactions des troupes de Moscou.

iii) Diaboliser l'adversaire

Les Tchétchènes sont continuellement accusés des pires méfaits et de la plus grande cruauté. Tout d'abord, Moscou se souvient de l'humiliation reçue au cours du premier conflit. Les Tchétchènes ont obtenu de fait l'indépendance mais continue à mener des exactions sur le territoire des autres républiques. En Russie, mafieux est synonyme de Caucasiens et en particulier de Tchétchène.

Certains chefs de guerre sont des bandits à la solde de l'étranger. Ainsi, le général saoudien Ibn Al Khattab, après avoir combattu en Afghanistan poursuit son désir d'en découdre avec les Russes au Tadjikistan en 1993-1994. Il prend ensuite part à la première guerre de Tchétchénie à l'issue de laquelle il est nommé général. Le 23 décembre 1997, il lance une attaque en plein territoire russe à la tête d'une centaine d'hommes armés. Il a sciemment et bassement violé le statu quo négocié en 1996 par le général Lebed.

En août et septembre 1999, Bassaïev s'attaque au Daghestan. Peu de temps après, les Russes sont directement confrontés aux réalités du terrorisme. 4 attentats sanglants font prendre conscience au peuple russe de l'« animalité » des « vendeurs de pastèques » !

Le premier attentat a eu lieu dans un immeuble d'habitation de Moscou, le second à Buinaksk au Daghestan et le troisième dans un centre commercial de la capitale. Quant au dernier, il a détruit à Moscou un immeuble de 9 étages et causé le décès de 119 personnes. L'opinion publique a été plongée dans l'effroi et un véritable vent de psychose a soufflé sur le territoire de la Russie. Les attentats n'ont pas été revendiqués mais Monsieur Poutine les a rapidement attribués aux indépendantistes Tchétchènes. Le maire de Moscou les accuse aussi et a instauré un régime spécial permettant l'arrestation arbitraire de tout non résident de la capitale : la police est autorisée à participer à la chasse aux « culs noirs » et la population autochtone est invitée à collaborer avec les autorités.

Il n'est pas du tout établi que les indépendantistes seraient responsables des attentats. Mais force est de reconnaître qu'à la veille des échéances électorales que constituent les élections législatives et présidentielles, alors que le pays traverse un profond marasme économique et que ses dirigeants sont décrédibilisés ces attentats fournissent un prétexte pour lancer des opérations en Tchétchénie en s'assurant du soutien et de l'adhésion de l'opinion publique.

iv) Confiner le théâtre

Le but premier annoncé était d'établir un cordon sanitaire antiterroriste.

Le 18 septembre a débuté la mise en place d'un cordon sanitaire autour de la Tchétchénie. Mission a été confiée aux forces de Défense et de l'Intérieur russes d'isoler le territoire séparatiste en renforçant ses frontières avec le Daghestan, la région de Stravopol et l'Ingouchie. A Stravopol, les militaires contrôlent les moindres allées et venues et tous les réfugiés Tchétchènes sont refoulés vers le sud. En fait, les Russes empêchent la plupart des centaines de milliers de réfugiés de se rendre plus au nord. Ces réfugiés restent confinés à l'Ingouchie qui est trop pauvre pour pouvoir les accueillir. La Russie cherche en fait à provoquer une situation de rejet telle que celle qui a failli se développer en Macédoine avec les réfugiés kosovars. Il ne faut pas perdre de vue que la population de la république d'Ingouchie n'est que de 350000 personnes. Au 15 février, le nombre des réfugiés a atteint 300 000 personnes et la situation sanitaire est inquiétante car sont apparus les premiers cas de peste. Les frontières avec l'Ossétie du Nord et la Kabardino-Balkarie sont maintenues totalement hermétiques par la milice locale qui a reçu tout pouvoir.

Des tractations sont en cours avec la Géorgie qui demeure la zone frontalière la plus perméable.

Le vice président du conseil de sécurité de l'Oblast de Stravopol, relayant le discours officiel de Moscou a justifié l'intervention russe en déclarant : « *Les opérations militaires ne visent absolument pas à reconquérir la Tchétchénie, mais à créer un cordon sanitaire anti-terroriste. Le terrorisme c'est comme la peste. La seule différence, c'est que dans le cas de la peste, ce sont les médecins qui décident qui on doit mettre en quarantaine. Pour le terrorisme, ce sont les militaires.* »

Devant les revers qu'elle a subit début janvier, l'armée russe a décrété ne considéré comme civil que les enfants jusqu'à 10 ans et les femmes et les hommes de plus de 65 ans. De ce fait, la frontière avec l'Ingouchie s'est encore un peu plus refermée pour ceux qui tentent de fuir les combats. Enfin, dans sa volonté de complète éradication du '*mal tchéchéne*', le lieutenant général Babitchev a annoncé, le mardi 22 février la fermeture totale de la frontière vers l'Ingouchie afin de « juguler les tentatives de diversion lors de la journée du 23 février » qui est le jour de

commémoration de la déportation des Tchétchènes par Staline et Béria en 1944.

Afin de mieux contrôler les populations qui se déplacent, les autorités russes ont installé des camps de filtration dont ceux de Goriatchevodsk, Pravoberejnaïa, Tchernokosovo et Mozdok.

v) Diviser l'ennemi et affaiblir les soutiens éventuels

Les autorités russes essaient de saper l'unité Tchétchène en jouant sur les rivalités entre les factions. L'organisation de la société de ce pays est essentiellement de type clanique et peu de véritables leaders arrivent à se dégager. Afin de contribuer à la confusion, les Russes mettent en place des institutions et des potentats en organisant une mascarade de vie politique ; Le gouvernement (pro russe) tchétchène en exil vient d'élire son chef : c'est un riche chef d' « affaires » russes, Malik Saïdoulatev.

Les Russes ont aussi libéré de prison l'ancien maire de Grozny Beslan Ganterinov. Il purgeait une peine de prison de 6 ans pour détournement de fonds. Cet ancien repris de justice est supposé être le chef de file de la contre résistance légitime tchétchène.

Les Russes essaient aussi de tirer partie des divergences entre les colombes et les aigles, entre les partisans de la négociation et ceux du sacrifice suprême. Le Mufti tchétchène Akhmed-Hadji Kadyrov a appelé les partisans de l'islam traditionnel à prendre les armes contre les wahhabites qui sont les alliés du président tchétchène. Ce président, Maskhadov, a réclamé d'emblée des négociations que lui ont toujours refusées les Russes alors que Bassaïev refuse l'hypothèse d'une solution négociée.

Enfin, les autorités de Moscou jettent le discrédit sur les chefs de guerre de la petite république. Ils tentent aussi de propager des rumeurs concernant les héros que sont Doudaïev et Bassaïev. Ainsi, d'après eux, le fait de ne jamais avoir vu le cadavre de Doudaïev confirme le fait qu'il ait trahi la cause Tchétchène lors du premier conflit. Il aurait monnayé sa disparition puis coulerait des jours paisibles en Finlande. Bassaïev, quant à lui est un traître. Le président Ingouche a affirmé détenir des informations sur les liens entre Bassaïev et le principal bureau de renseignements de l'état-major russe. En décrédibilisant l'aura patriotique de ces chefs charismatiques, Moscou espère instaurer le doute dans les esprits des combattants et le dégoût dans ceux de la population civile.

Le 18 octobre, le haut commandement russe a manifesté sa volonté d'aller à la rencontre de la population locale en apportant de la farine, du sucre, des couvertures..

Le commandant des troupes fédérales, le général Trochine a déclaré :
« C'est de la part du ministre de la Défense en personne(..) Nous allons aussi payer les salaires des enseignants, rouvrir les hôpitaux, remettre en marche les centrales électriques (..) Ne laissez pas entrer les rebelles. Il suffit qu'un ou deux bandits armés tirent sur nos soldats pour que nous ripostions. »

La Russie a menacé la Géorgie lui signifiant que Moscou pourrait revoir son soutien dans la crise avec l'Abkhazie si la Géorgie ne s'engageait pas davantage dans le contrôle de ses frontières et des flux qui y transitent. Depuis le 1^{er} février, le financement de l'aide aux réfugiés a été stoppé.

vi) Agir par les feux dans la profondeur et Concentrer des moyens sur centres de gravités

Afin d'éviter les déconvenues de la première guerre de Tchétchénie, les Russes essaient autant que possible de ne pas exposer leurs troupes directement. Ainsi, l'armée russe procède à des bombardements aériens et à de longs pilonnages des positions tchéchènes en déployant le moins souvent possible l'infanterie. Des armes modernes et nouvelles sont utilisées en Tchétchénie. On peut citer l'hélicoptère d'attaque Ka-50, la nouvelle version du Mig-29UBT pour les actions offensives, et, afin de réduire les pertes, de nouveaux gilets pare-balles.

Les chars et l'artillerie russe ont pilonné les différentes localités au nord de Grozny et pendant plusieurs journées consécutives, des vagues de raids aériens se sont succédés toutes les quinze minutes afin de procéder au 'nettoyage' de ces villages ; L'objectif s'impose peu à peu. L'idée qui se dégage est celle d'une 'pacification' village par village, ville par ville, axe par axe.

Les effectifs et les moyens mis en œuvre sont conséquents.

Au 15 octobre il y avait coté russe, 30 000 hommes, 400 chars et 300 pièces d'artillerie, effectifs auxquels s'ajoutent 20 000 membres des troupes du ministère de l'Intérieur.

Un mois plus tard, il y a 600 chars, 1000 pièces d'Artillerie, 2000 véhicules blindés, et 75 000 hommes. Les troupes tchéchènes sont estimées à 20 000.

Le 1^{er} janvier il y a 100 000 hommes lourdement équipés.

Conscientes de pouvoir difficilement contrôler tout le pays, les forces russes se concentrent sur certains lieux symboliques ou stratégiques.

Ainsi, pour la prise de Grozny, l'armée russe admet avoir lancé par avions SU-25, bombardiers SU-24, LRM Grad et Ouragan, davantage de missiles, bombes et obus que l'Armée Rouge sur Berlin assiégé au printemps 1945. Il a fallu environ 9500 balles, bombes ou missiles pour venir à bout d'un combattant tchéchène.

Après avoir privé Grozny de gaz et d'électricité, coupé le téléphone et la radio, la ville fut prise sous un feu nourri mais tout en ménageant des axes de sorties.

Les troupes fédérales se concentrent aussi sur l'axe menant à Vedeno (fief de Chamil Bassaiev), le long de l'oléoduc reliant la Caspienne à la Mer Noire, sur les principaux nœuds routiers de Goudernes et Chali et les vallées encaissées menant aux Montagnes au sud afin de couper les axes d'approvisionnements venant de Géorgie.

Les unités parachutistes et héliportées ont été déployées le 17 décembre à proximité de Chatili au col de Dayvis Tzhuari afin de contrôler l'accès à

cette localité de la Géorgie qui est le verrou conduisant à la haute vallée de l'Argoun et ainsi aux bases de ravitaillement.

vii) Respecter les lignes de cohérence

Le déploiement en Tchétchénie s'est déroulé de manière à chasser les rebelles des plaines du nord. La progression des troupes s'est fait relativement facilement. Devancée par les actions de l'aviation et de l'artillerie, l'infanterie a pu prendre pied dans toutes les zones de plaines. La première étape a été d'occuper le tiers nord de la Tchétchénie en conquérant et sécurisant toute la zone jusqu'à la rivière Terek qui sépare les grandes plaines du nord aux contreforts montagneux de la république.

Mais, dans un premier temps, il s'avère que les victoires remportées par l'armée russe n'ont été possibles que parce que les militaires se sont contentés de bombarder et d'encercler les villages qui se rendaient sans vraiment les nettoyer.

Cependant, il faut tenir les positions et les combats en localités sont extrêmement consommatrices en personnels. Argoun a ainsi été momentanément reprise par les indépendantistes alors que Goudernes, deuxième ville du pays est sujette à de nombreux coups de main. Alors que son armée contrôle les deux tiers du pays, elle subit de nombreuses embuscades par des petits groupes contre lesquels l'artillerie et l'aviation ne peuvent rien. C'est une des raisons qui ont conduit le pouvoir central à écarter de leurs fonctions opérationnelles les généraux Trochev et Chamanov qui commandaient respectivement les fronts Est et Sud. C'est ce même Chamanov qui le 18 novembre se félicitait du nettoyage de la ville d'Atchkoï-Martan par l'artillerie et l'aviation.

Afin d'éviter des pertes plus importantes, l'Armée russe n'a pas investi Grozny immédiatement et a attendu (en vain ?) que la ville tombe comme un fruit mûr. Afin d'éviter un combat jusqu'au-boutiste des Tchétchénes, il a été laissé des corridors de sortie et des possibilités d'exfiltration ;

Pavel Felgenhauer, un expert militaire russe indépendant a estimé à 400 000 hommes le nombre de soldats que devrait déployer Moscou pour tenir le terrain.

Dans la nuit du 31 janvier au 1^{er} février, 2000 rebelles ont quitté Grozny pour le village d'Alkhan Kala, 10 km au sud-ouest de la capitale. Il semblerait que les Russes, conscients de ne pas pouvoir totalement éradiquer la rébellion, aient décidé de laisser aux indépendantistes la possibilité de traverser ses lignes.

4) LA TERREUR, STRATEGIE DE SORTIE DE GUERRE ?

Les combats ont été plus intenses que prévus. Les pertes humaines ont brusquement augmenté du fait de la bataille de Grozny. Les sources officielles russes font état des bilans avant, pendant et à l'issue de la prise de la ville.

Avant la grande offensive terrestre contre la capitale, les autorités annonçaient 400 tués et 1500 blessés environ, 1173 soldats tués à la date du 25 janvier et, 1458 morts 4495 blessés au 2 février. Cet état ne tient compte que des corps qui sont retrouvés. En fait, des observateurs indépendants estimes ces pertes à plus de 2000 hommes.

Les sources officielles russes font état de 1173 soldats tués à la date du 25 janvier. Cet état ne tient compte que des corps qui sont retrouvés. En fait, des observateurs indépendants estimes ces pertes à plus de 2000 hommes.

Après des combats plus longs que prévus et après la prise sanglante de Grozny, l'alternative qui s'offrait aux Russes était soit l'ouverture de négociations, soit une radicalisation dans la volonté de vouloir supprimer toute velléité de poursuite des combats par les Tchétchénes. Le 21 février 2000, au cours d'une journée passée aux cotés de généraux, le Président Poutine a déclaré que *'opération militaire dans le Caucase-Nord serait désormais menée à son terme logique'*.

Il semblerait que les Russes mettent tout en œuvre pour terroriser la population civile et pour annihiler les combattants rebelles.

Les méthodes employées sont d'une telle barbarie que certains les comparent à celles employées par Staline en 1944.

Bien sûr, il y a des pillages et des incendies criminels mais les exactions à l'encontre des civils sont diverses ; on peut encore citer les tortures, viols, assassinats. La ville de Katyr-Iourt a été systématiquement rasée et 380 civils y sont morts. Les soldats russes auraient fusillé arbitrairement. Dans les villes libérées, les soldats lancent des grenades incendiaires dans les caves où se sont réfugiés les civils. Ils partent du principe que toute personne qui n'a pas fui avant est terroriste. Il n'est nullement pris en compte que les colonnes de réfugiés dans les corridors étaient prises pour cibles par ces mêmes militaires. On s'aperçoit que les troupes qui sont chargées de nettoyer les localités sont en général celles appartenant au ministère de l'Intérieur.

Les Russes ont aussi ouvert des camps de filtration : ils sont en général surveillés par les Russes aidées des milices cosaques locales. Les réfugié(e)s y sont spoliés, torturés, violés et assassinés.

On s'aperçoit donc que les Russes mettent en application une stratégie d'anéantissement indistincte, recherchant une destruction totale de l'ennemi par des bombardements de terreur et des déportations (extermination ?). Ils ne laissent pas de sortie de conflit honorable aux combattants tchétchénes et ainsi, prennent le risque, en cas d'échec de cette stratégie d'anéantissement, de se voir confronter à une guérilla, qui à l'usage, comme en Afghanistan aura raison de la Russie.

VI. CONCLUSION

En conclusion, la pensée stratégique russe a subi de nombreuses modifications à cause des changements de régime politique, mais aussi des progrès techniques des armements. Un noyau dur subsiste cependant, parmi lequel on retrouve la contrainte géographique et la crainte de l'encerclement, l'hésitation entre l'offensive et la défensive, la priorité accordée aux armes de jet pour effectuer des frappes massives sur l'arrière de l'adversaire, la prépondérance de la quantité sur la qualité.

Les principaux objectifs à atteindre pour la stratégie militaire russe sont les suivants :

- ◆ garantir l'intégrité territoriale de la Fédération russe,
- ◆ contribuer par sa politique nucléaire à donner à la Fédération russe son rang de grande puissance,
- ◆ contribuer à la politique nationale de construction d'un ceinturon défensif autour de la CEI et des Pays Baltes et de participation au réseau d'accords bilatéraux,
- ◆ disposer d'une force capable de remplir les missions fixées par la politique nationale : opération de maintien de la paix, protection des minorités russes et défense des intérêts vitaux.
- ◆ s'insérer dans les dispositifs internationaux ; éventuellement développer un partenariat.

Il ne fait aucun doute que la prochaine décennie sera primordiale pour la stratégie russe et que la position actuelle peut être remise en cause par les avatars de l'économie chancelante. Il faut craindre une radicalisation qui serait préjudiciable à la stabilité de l'espace allant de la Géorgie aux républiques d'Asie centrale. La plus grande vigilance doit perdurer et les occidentaux ne doivent pas se laisser séduire par les sirènes slaves, tatares et autres...

Table des matières

I. INTRODUCTION.....	3
II. RAPPELS HISTORIQUES	4
1) L'ÉCLATEMENT DE L'EMPIRE	4
i) <i>Processus historique</i>	4
ii) <i>Les zones de troubles potentielles</i>	6
iii) <i>La fédération de Russie</i>	7
2) LA NOUVELLE PERCEPTION GÉOSTRATÉGIQUE.....	9
i) <i>Généralités</i>	9
ii) <i>La menace intérieure : La défense de l'intégrité du territoire de la Fédération de Russie</i>	12
(1) Le Tatarstan et les républiques de la Volga	13
(2) La République du Karatchaïs-Tcherkesses	14
(3) Daghestan	15
(4) Ossétie du Nord et Ingouchie.....	16
iii) <i>Les troubles dans l'étranger proche : la menace de la contagion</i>	17
(1) Les républiques d'Asie centrale.....	17
(2) La Transcaucasie.....	18
(3) L'Ukraine	19
(4) La Moldavie	20
III. LE CORDON SANITAIRE OU LE CONTRÔLE DE L'ÉTRANGER PROCHE.....	21
1) LA DEFENSE DES INTÉRÊTS RUSSES.....	21
i) <i>Généralités</i>	21
ii) <i>Kaliningrad : Un bastion stratégique avancé ou un boulet ?</i>	24
iii) <i>Contenir les frontières de l'OTAN</i>	25
iv) <i>Vers de nouvelles alliances stratégiques</i>	26
v) <i>Evaluation</i>	27
2) LES ÉVOLUTIONS STRATÉGIQUES ET LA REORGANISATION DE L'ARMÉE.....	28
i) <i>L'inéluctabilité des évolutions</i>	28
ii) <i>La doctrine militaire russe de 1993</i>	29
(1) Les principes abordés dans la doctrine.....	29
(2) Analyse	29
(3) L'élaboration d'une nouvelle doctrine	30
(4) Vers un durcissement de la stratégie russe.....	31
(5) Le point sur les traités : que d'immobilisme ?	33
iii) <i>La Refondation de l'Armée Russe</i>	34
iv) <i>Vers une collaboration avec l'UEO</i>	36
IV. LA PAX RUSSICA A L'ÉPREUVE DE L'ÉTRANGER LOINTAIN	38
1) LE RETOUR DANS LE CONCERT DES NATIONS.....	38
2) LES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX.....	38
i) <i>Le théâtre « étranger proche »</i>	38
(1) Transnistrie/Moldavie	38
(2) Géorgie/Ossétie du Sud.....	39
(3) Géorgie/Abkhazie.....	40
(4) Haut-Karabakh.....	42
(5) Tadjikistan.....	43
(6) Les autres républiques d'Asie Centrale.....	45
ii) <i>Le théâtre extérieur</i>	46
3) LES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX : QUELLE DOCTRINE ?.....	49
i) <i>Rétablissement de la Paix vs Maintien de la Paix</i>	49
(1) Formation, structure et rôle : le point de vue dominant	50
(2) Formation, structure et rôle : d'autres points de vue	51
ii) <i>Néo-impérialisme russe ou maintien de la paix ?</i>	52
iii) <i>Quelle légitimité ?</i>	54
V. LA GUERRE EN TCHETCHENIE.....	55

1) GENÈSE D'UNE SITUATION CONFLICTUELLE.....	56
2) LA GUERRE DE TCHETCHENIE : GUERRE COLONIALE OU DEFENSE DES INTERETS ?.....	59
3) PRINCIPES STRATÉGIQUES MIS EN ŒUVRES.....	61
i) <i>S'assurer le soutien de l'opinion</i>	61
ii) <i>Maîtriser l'information</i>	62
iii) <i>Diaboliser l'adversaire</i>	63
iv) <i>Confiner le théâtre</i>	64
v) <i>Diviser l'ennemi et affaiblir les soutiens éventuels</i>	65
vi) <i>Agir par les feux dans la profondeur et Concentrer des moyens sur centres de gravités</i>	66
vii) <i>Respecter les lignes de cohérence</i>	67
4) LA TERREUR, STRATEGIE DE SORTIE DE GUERRE ?.....	67
VI. CONCLUSION.....	69
VII. TABLE DES INDEX.....	72
VIII. BIBLIOGRAPHIE.....	73
1) EXTRAITS DE DISCOURS ET DÉCLARATIONS:.....	73
2) COLLOQUES.....	73
3) EXTRAITS DES JOURNAUX ET MAGASINES.....	74
4) OUVRAGES.....	74
IX. ANNEXES.....	75
2) ANNEXE 1 : DIVISIONS ADMINISTRATIVES DE LA FEDERATION DE RUSSIE.....	75
2) ANNEXE 2 : PROGRESSION DE L'ARMÉE RUSSE EN TCHÉTCHÉNIE.....	77

VII. TABLE DES INDEX

<i>Carte I : La Fédération de Russie</i>	7 <i>Erreur! Signet non défini.</i>
<i>Carte II : Répartition des ethnies dans la Fédération de Russie</i>	8
<i>Carte III:la vision géostratégique de la Russie</i>	9
<i>Carte IV: Les républiques musulmanes de la Volga</i>	13
<i>Carte V :La mosaï que caucasienne</i>	15
<i>Carte VI :Tchéchénie</i>	60
<i>Carte VII :Situation le 1^{er} octobre 1999</i>	777
<i>Carte VIII :Situation le 12 octobre 1999</i>	777
<i>Carte IX :Situation le 14 décembre 1999</i>	777
<i>Carte X :Situation le 1^{er} février 2000</i>	77

VIII. BIBLIOGRAPHIE

1) EXTRAITS DE DISCOURS ET DECLARATIONS :

-- Général Leonty P.Chevtsov, Adjoint du Commandant suprême de la SFOR (1995), premier adjoint du Chef de la direction des opérations à l'état-major russe.

La coopération militaire entre la Russie et l'OTAN en Bosnie, une base pour l'avenir ?

-- Maréchal Igor Sergueïev Ministre de la Défense de la Fédération de Russie.

Relations Russie-OTAN 1995 Discours d'Ottawa

--Vladimir Poutine, Premier Ministre puis président par intérim de la Fédération de Russie. Dis

Discours de campagne électorale législative.

Déclaration d'investiture

--Boris Eltsine, Président démissionnaire de la Fédération de Russie. Sommet de l'OSCE à Istanbul.

--Igor Ivanov ,Ministre Russe des affaires étrangères. Déclarations et points de presse divers.

2) COLLOQUES

➤ CAHIERS DE CHAILLOT 11

GUERRE ET PAIX: LA PREVENTION DES CONFLITS EN EUROPE

➤ CAHIERS DE CHAILLOT 18

LE MAINTIEN DE LA PAIX DANS LES ETATS SUCESSEURS DE L'UNION SOVIETIQUE

➤ CAHIER DE CHAILLOT 19

LES ETATS BALTES : SECURITE ET DEFENSE APRES L'INDEPENDANCE

➤ CAHIER DE CHAILLOT 31

DU DECOUPLAGE AU RECOUPLAGE :UNE NOUVELLE RELATION DE SECURITE ENTRE LA RUSSIE ET L'EUROPE OCCIDENTALE ?

3) EXTRAITS DES JOURNAUX ET MAGASINES

- ◆ Le Figaro
- ◆ Le Monde
- ◆ Libération
- ◆ Le Temps
- ◆ Herald Tribune
- ◆ Kommersant- Vlast
- ◆ Obchtchaïa Gazeta
- ◆ Vremia
- ◆ Moskovski Komsomolets
- ◆ Izvestia
- ◆ Pravda
- ◆ Le Point
- ◆ Spectacle du Monde
- ◆ Courrier International
- ◆ Time Magazine

4) OUVRAGES

--Hervé Coutau-Bégarie : Traité de Stratégie

--Hélène Carrère d'Encausse : L'empire éclaté

--Gérard Chaliand : Atlas Stratégique

--Pascal Boniface : L'Année Stratégique éditions 1993, 1997, 1999, 2000

IX. ANNEXES

2) ANNEXE 1 : DIVISIONS ADMINISTRATIVES DE LA FEDERATION DE RUSSIE

RÉPUBLIQUES

Adygha	Altai
Bachkirie	Bouriatie
Carélie	Daghestan
Iakoutie	Ingouchie
Kabardino-Balkarie	Kalmoukie
Karachai s-Tcherkesses	Khakassie
Komis	Maris
Mordovie	Ossétie du Nord
Oudmourtie	Tatarstan
Tchéchénie	Tchouvachie
Touva	

PROVINCES

Altai	Khabarovsk
Krasnodar	Krasnoyarsk
Primorje	Stavropol

DITRICTS AUTONOMES

Chukotka	Aginsky Buryat
Khanthy-Mansi	Evenkia
Koryak	Komi-Permiak
Taimyr	Nenets
Yamalo-Nenets	Ust-Ordinsky Buryat

RÉGIONS

Arkhangelsk	Bryansk
Chita	Irkoutsk
Ivanovo	Kaliningrad
Kamchatka	Kemerovo
Kurgan	Kursk
Leningrad	Magadan
Moscou	Novgorod
Orenbourg	Perm
Rostov	Sakhalin
Samara	Saratov
Smolensk	Sverdlovsk

Tomsk	Tver
Tyumen	Vladimir
Vologda	Voronezh

RÉGION AUTONOME

Birobidjan

CITÉS FÉDÉRALES

Moscou

Saint-Petersbourg

2) ANNEXE 2 : PROGRESSION DE L'ARMÉE RUSSE EN TCHETCHÉNIE



Carte VII : Situation le 1^{er} octobre 1999



Carte VIII : Situation le 12 octobre 1999



Carte IX : Situation le 14 décembre 1999



Carte X : Situation le 1^{er} février 2000



Carte XI : situation le 8 février 2000